

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA PRÉSIDE UNE RÉUNION DE TRAVAIL AVEC LES CADRES ET PERSONNELS DE LA DIRECTION DU SERVICE SOCIAL DU MDN

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, a présidé, mercredi au Cercle national de l'Armée à Béni-Messous (Alger), une réunion de travail avec les cadres et personnels de la Direction du service social du ministère de la Défense nationale (MDN), indique un communiqué du ministère.



P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Jeudi 19 Rabie Ath-Thani 1448 - 1^{er} Octobre 2026 - N° 1400 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

LES SCANDALES DU MAKHZEN N'ONT PAS DE FIN

LE HASCHISCH MAROCAIN AU CŒUR D'UN VASTE RÉSEAU DE TRAFIC ET DE BLANCHIMENT D'ARGENT EN ESPAGNE



Une enquête judiciaire espagnole a mis au jour un réseau criminel organisé, soupçonné de gérer d'importantes opérations de trafic de haschisch en provenance du Maroc vers l'Espagne, pour le vendre et blanchir les bénéfices obtenus via des transactions financières et immobilières, ont rapporté des médias locaux.

P.7

APN

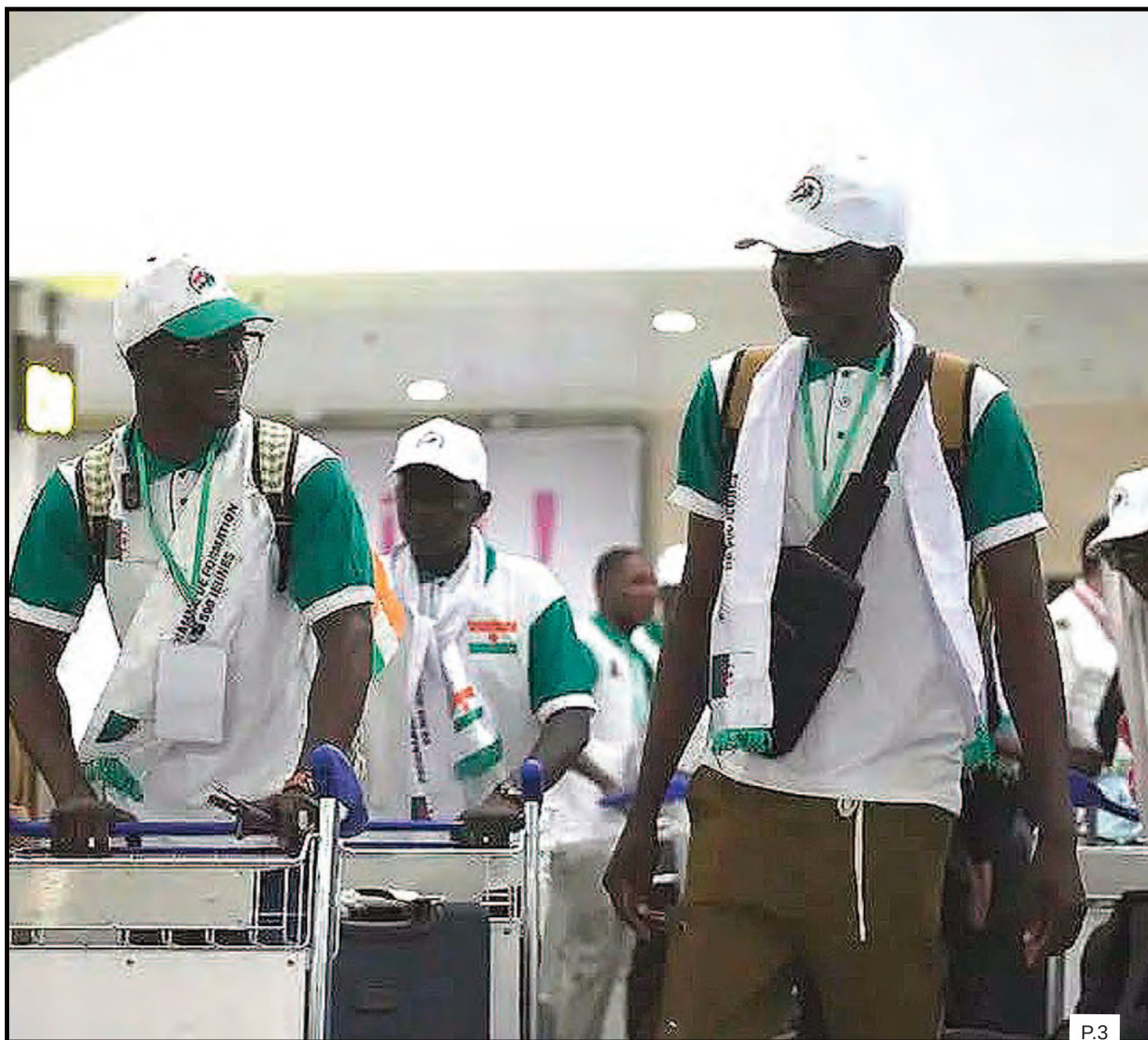
REPRISE DES TRAVAUX CE JEUDI

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux, ce jeudi, en séance plénière consacrée à la présentation du projet de loi portant approbation de l'ordonnance portant Code de justice militaire, ainsi qu'au vote de ce texte et du projet de loi portant Code pénal, a indiqué hier, un communiqué de l'Assemblée.

P.3

FORMATION PROFESSIONNELLE

500 STAGIAIRES NIGÉRIENS EN FORMATION EN ALGÉRIE



P.3

Un communiqué du ministère, rendu public mercredi, a annoncé que cinq cents (500) stagiaires du Niger vont suivre des programmes de formation dans 19 spécialités, au sein des centres et instituts de formation et d'enseignement professionnels répartis sur l'ensemble du territoire national. Selon la même source, cette initiative découle des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et est encadrée par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels ainsi que par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

ELECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE

AROUS SUPERVISE UNE RENCONTRE RÉGIONALE AVEC LES COORDINATEURS DE L'ANIE DU CENTRE ET DU SUD DU PAYS

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Saad Arous, a supervisé, mercredi à Alger, une rencontre régionale avec les coordinateurs de wilaya de l'Autorité au niveau de 25 wilayas du Centre et du Sud du pays, dans le cadre des préparatifs des élections locales prévues le 28 novembre prochain.

P.3

FORMATION PROFESSIONNELLE

500 STAGIAIRES NIGÉRIENS EN FORMATION EN ALGÉRIE

Un communiqué du ministère, rendu public mercredi, a annoncé que cinq cents (500) stagiaires du Niger vont suivre des programmes de formation dans 19 spécialités, au sein des centres et instituts de formation et d'enseignement professionnels répartis sur l'ensemble du territoire national.

Par Ali Boudefel

Selon la même source, cette initiative découle des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et est encadrée par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels ainsi que par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Elle s'inscrit, par ailleurs, dans le cadre du "renforcement de la coopération algéro-nigérienne dans le domaine de la formation et de l'en-

seignement professionnels". Le communiqué indique que cette action vise à "concrétiser les engagements de l'Algérie à renforcer la coopération et la solidarité avec les pays africains, à travers l'échange d'expertises et d'expériences et le développement des compétences, contribuant ainsi à la qualification des jeunes et leur permettant d'acquérir des compétences professionnelles répondant aux besoins du marché du travail et aux exigences du développement". L'accueil de ces stagiaires traduit "la

volonté de l'Algérie de mettre à profit son système national de formation et d'enseignement professionnels en tant que vecteur de coopération africaine, à même de servir les intérêts communs et de renforcer les liens de fraternité et de coopération entre l'Algérie et le Niger". Il incarne également "l'orientation de l'Algérie visant à faire de la formation professionnelle un outil efficace d'échange d'expertises, de renforcement des compétences et de consolidation de la coopération Sud-Sud".

D'après le communiqué, ces stagiaires nigériens, arrivés mercredi en Algérie, suivront des programmes de formation couvrant diverses spécialités professionnelles, ce qui leur permettra de "mettre à profit l'expérience algérienne et les moyens assurés par les établissements de formation et d'enseignement professionnels, ainsi que d'acquérir des connaissances et des compétences pour intégrer le monde du travail et contribuer au développement de leur pays".

A.B

AFFAIRES RELIGIEUSES

OUVERTURE D'UN CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT DE 1.200 AGENTS DANS LES CORPS SPÉCIFIQUES DU SECTEUR

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a annoncé, mercredi dans un communiqué, l'organisation d'un concours sur épreuves pour le recrutement de 1.200 agents dans les corps spécifiques du secteur, au titre de l'année de formation 2026-2027.

Il s'agit de "1.200 postes à pourvoir dans les différents grades relevant des corps spécifiques du secteur, à savoir imam prêcheur, professeur de l'enseigne-

ment coranique, muadhin et Qayim", précise la même source. Dans ce cadre, le grade d'"imam prédicateur" a été ouvert pour la première fois.

La formation sera dispensée au niveau de l'Ecole nationale "Dar El Imam" au profit des titulaires d'une licence en sciences islamiques ou d'un diplôme équivalent dans la même spécialité, selon la même source.

Cette opération s'inscrit dans le cadre

du renforcement du secteur en ressources humaines qualifiées, "en réponse au besoin continu de couvrir les postes vacants au niveau des différentes mosquées et écoles coraniques à travers le territoire national, afin d'assurer l'encadrement religieux nécessaire, de renforcer les services d'orientation religieuse et d'enseignement coranique, ainsi que de garantir le bon fonctionnement des mosquées".

L'organisation de ce concours traduit également "l'importance de la formation spécialisée dans la préparation de compétences religieuses qualifiées à même d'accomplir leurs missions, conformément aux exigences de l'encadrement religieux et pédagogique, et en adéquation avec les orientations du secteur visant à améliorer le niveau de performance et à renouveler les compétences humaines".

RA

LE RECTEUR DE DJAMAÂ EL-DJAZAÏR REÇOIT DES DÉLÉGATIONS REPRÉSENTANT LES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX ARABES ET AFRICAINS

Le recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmour Al Kacimi Al Hoceini, a reçu, mercredi à Alger, des délégations représentant les Conseils économiques et sociaux arabes et africains et participant à l'Assemblée générale du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) en tant qu'invités d'honneur, indique un communiqué du rectorat de la Mosquée.

Au cours de cette rencontre, Cheikh Al Hoceini a présenté un aperçu sur "le système institutionnel intégré de Djamaâ El-Djazaïr et la complémentarité de ses rôles, alliant culte et production du savoir", précise la même source. Il a également mis en avant la portée symbolique des oliviers bénis plantés dans les jardins de cet édifice civilisationnel, apportés d'El-Qods Echarif, "réaffirmant l'engagement de l'Algérie à soutenir les causes justes, à leur tête la cause palestinienne".

A cette occasion, les délégations ont visité les différentes structures de ce prestigieux édifice religieux et civilisationnel, où elles ont reçu des explications détaillées, conclut le communiqué..

RA

SOLIDARITÉ NATIONALE
DISTRIBUTION DE 3500 CARTABLES AVEC FOURNITURES SCOLAIRES AU PROFIT DES ÉLÈVES SINISTRÉS PAR LES INCENDIES

Le secteur de la Solidarité nationale a procédé à la remise de 3500 cartables avec fournitures scolaires au profit des élèves sinistrés par les derniers incendies dans la wilaya de Jijel, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, indique dimanche un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme.

"Dans le cadre de la poursuite des opérations de solidarité et de prise en charge des familles touchées par les incendies dans la wilaya de Jijel, et en application des instructions de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, le secteur de

la Solidarité nationale, à travers la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS), a procédé à la remise de 3500 cartables équipés de différentes fournitures scolaires à la Direction de l'éducation de Jijel, en vue de les distribuer aux élèves concernés, en prévision de la rentrée scolaire et pour garantir le retour des élèves aux bancs de l'école dans de bonnes conditions", a précisé le communiqué.

Cette initiative s'inscrit, selon la même source, dans le cadre du programme de prise en charge des sinistrés des incendies, qui "associe soutien matériel et accompagnement psychologique, afin de répondre aux différents besoins des familles, notamment ceux

des enfants". Les cellules de proximité de solidarité œuvrent à "assurer des séances d'aide psychologique aux enfants afin qu'ils puissent surmonter les effets du traumatisme, retrouver sécurité et sérénité et pour les préparer psychologiquement au retour à l'école et à la reprise de leurs études dans des conditions stables".

Les services du secteur poursuivent également l'accompagnement des familles touchées, à travers la distribution d'aides en nature, de produits de première nécessité et de différentes aides de solidarité, en fonction des besoins recensés, conclut le communiqué.

RA

FORUM RÉGIONAL DU RÉSEAU FEMWISE-AFRICA
LE CNDH Y PREND PART À ALGER

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a pris part aux travaux du Forum régional du Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation (Fem-Wise-Africa), organisé à Alger, indique mercredi un communiqué du Conseil.

Chargée par la présidente du CNDH, Maya Sahli-Fadel, la présidente de la Commission permanente de la médiation, Saloua Makhloufi, a pris part à l'ouverture des travaux du

Forum régional du réseau FemWise-Africa, organisé mardi et mercredi à Alger, précise la même source.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, Mme Makhloufi a souligné l'importance du rôle joué par ce réseau, dont l'Algérie a accueilli les premières étapes du processus à partir de la wilaya de Constantine, souhaitant voir ce forum régional déboucher sur "des projets concrets réalisables sur le terrain".

Le Forum régional de FemWise-Africa "vise à renforcer les capacités des membres du réseau et des parties prenantes dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent en Afrique du Nord et au Sahel, à échanger les expertises et les meilleures pratiques et à renforcer les partenariats en faveur de la paix et de la sécurité", conclut le communiqué.

RA

OCTOBRE ROSE

CAMPAGNE NATIONALE DE PRÉVENTION DES CANCERS DU SEIN ET DU COL DE L'UTÉRUS

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) lancera, à partir de jeudi, une campagne nationale de sensibilisation à l'importance de la prévention et du dépistage précoce des cancers du sein et du col de l'utérus, à l'occasion du mois d'Octobre rose, a indiqué mercredi un communiqué de cette organisation.

Le coup d'envoi de cette campagne nationale sera donné depuis la place de la Grande Poste à Alger, avec l'organisation d'une action de sensibilisation, animée par des médecins du CRA et consacrée à l'explication des principes de prévention et à l'importance du dépistage précoce, précise le communiqué.

A cette occasion, une clinique médicale mobile multiservices sera mobilisée pour fournir quotidiennement des orientations, des

consultations et des prestations médicales tout au long de la campagne, ajoute la même source. Cette campagne nationale s'inscrit dans le cadre d'un programme visant à "intensifier les actions de sensibilisation et à renforcer la prise de conscience quant à l'importance d'adopter des comportements préventifs et un suivi médical régulier", ajoute la même source, soulignant qu'elle vise également à "ancrer la culture de la prévention, à travers la sensibilisation des femmes à l'importance de prendre soin de leur santé, et de ne pas négliger le suivi et les examens médicaux, tout en œuvrant à rectifier les idées reçues et à renforcer les connaissances de santé liées aux cancers du sein et du col de l'utérus". En parallèle, les comités de wilaya du CRA à travers le territoire

national veilleront à "concrétiser ce programme sur le terrain et à élargir la portée de la sensibilisation préventive, en accordant une attention particulière aux zones éloignées et en rapprochant les activités de santé des femmes pour lesquelles les difficultés de déplacement pourraient constituer un obstacle".

A travers cette initiative, le Croissant-Rouge algérien tend à "ancrer la prévention en tant qu'élément de la culture sanitaire quotidienne et à renforcer la prise de conscience quant à l'importance du dépistage et du suivi, contribuant ainsi à encourager le diagnostic précoce et la prise en charge médicale en temps opportun", conclut le communiqué.

RA

COOPÉRATION BILATÉRALE

NASRI REÇOIT L'AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE AUPRÈS DE L'ALGÉRIE

Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a reçu, mercredi, l'ambassadeur de la République d'Indonésie auprès de l'Algérie, M. Yusron Bahauddin Ambary, qui lui a rendu une visite de courtoisie, indique un communiqué de la Chambre haute du Parlement.

À l'entame de la rencontre, M. Nasri a évoqué "la profondeur des relations historiques d'amitié et de solidarité qui unissent l'Algérie et l'Indonésie, fondées sur les valeurs communes de soutien aux mouvements de libération et de défense du droit des peuples à l'autodétermination", soulignant, à cet égard, "la forte symbolique que revêt la Conférence de (Bandung) dans la mémoire historique commune", précise la même source.

Le président du Conseil de la nation a également affirmé que cet héritage historique constitue "un socle solide pour bâtir un partenariat renouvelé à même de répondre aux aspirations des deux pays et peuples amis", saluant "la dynamique marquant les relations bilatérales et les avancées

réalisées en vue de renforcer leur cadre juridique et institutionnel".

A cette occasion, il a appelé à mettre à profit les potentialités et les atouts dont disposent les deux pays afin de "hisser la coopération économique au niveau des relations politiques privilégiées, et d'encourager les entreprises indonésiennes à explorer les opportunités d'investissement et de partenariat qu'offre l'Algérie, notamment dans les secteurs de l'énergie, des mines, de l'agriculture, de la pêche et des infrastructures, à la lumière des réformes engagées par l'Etat pour améliorer le climat de l'investissement et diversifier l'économie nationale".

Sur les plans politique et diplomatique, M. Nasri a salué le niveau de concertation et de coordination entre les deux pays

au sein des instances internationales, ainsi que les perspectives offertes par l'adhésion de l'Algérie au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est, à même d'approfondir le rapprochement avec l'Indonésie et d'élargir la coopération avec l'espace de l'Asie du Sud-Est, relevant une "convergence de vues" sur un certain nombre de principes et de questions d'intérêt commun.

De son côté, l'ambassadeur d'Indonésie a évoqué les perspectives des relations entre les deux pays, mettant en avant les possibilités de renforcer la coopération et le partenariat bilatéraux. Dans ce contexte, les deux parties ont échangé leurs points de vue sur les moyens à même de donner une nouvelle impulsion aux relations algéro-indonésiennes et d'élargir les domaines

de coopération et de coordination, au service des intérêts communs des deux pays et des deux peuples.

Dans le même sillage, les deux parties ont insisté sur l'importance de renforcer la coopération entre les institutions législatives des deux pays, de manière à faire de la diplomatie parlementaire "un levier actif de la diplomatie officielle et un espace supplémentaire pour approfondir le dialogue et la concertation et rapprocher les points de vue", exprimant leur volonté d'activer le Groupe d'amitié et de fraternité parlementaire, ainsi que d'actualiser le mémorandum d'entente entre le Conseil de la nation et le Conseil consultatif indonésien.

RA

APN REPRISE DES TRAVAUX CE JEUDI

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux, ce jeudi, en séance plénière consacrée à la présentation du projet de loi portant approbation de l'ordonnance portant Code de justice militaire, ainsi qu'au vote de ce texte et du projet de loi portant Code pénal, indique mercredi, un communiqué de l'Assemblée.

"L'APN reprendra ses travaux jeudi à 9H00, en séance plénière consacrée à la présentation du projet de loi portant approbation de l'ordonnance n 26-01 portant Code de justice militaire, avant de procéder au vote de ce texte ainsi que du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n 66-156 portant Code pénal", précise le communiqué.

RA

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP ARRESTATION DE 4 ÉLÉMENTS DE SOUTIEN AUX GROUPEs TERRORISTES EN UNE SEMAINE

Quatre (4) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations à travers le territoire national, durant la période allant du 23 au 29 septembre courant, indique mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont exécuté, durant la période allant du 23 au 29 septembre 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de

l'Armée Nationale Populaire ont arrêté (4) éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations".

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'Armée Nationale Populaire ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, (42) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de (4) quintaux et (91) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (609.661) comprimés psychotropes ont été saisis, et ce, lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires".

"A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et Illizi, des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont arrêté (113) indivi-

us et saisi (31) véhicules, (123) groupes électrogènes, (86) marteaux piqueurs et des quantités de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite. De même, (9) autres individus ont été appréhendés et deux (2) pistolets mitrailleurs, (6) fusils de chasse, (25.580) litres de carburants, (16) quintaux de tabacs, ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes", ajoute le communiqué.

" Par ailleurs, les Gardes-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de (138) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (622) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le communiqué.

RA

ELECTIONS LOCALES AROUS SUPERVISE UNE RENCONTRE RÉGIONALE AVEC LES COORDINATEURS DE L'ANIE DU CENTRE ET DU SUD DU PAYS

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Saad Arous, a supervisé, mercredi à Alger, une rencontre régionale avec les coordinateurs de wilaya de l'Autorité au niveau de 25 wilayas du Centre et du Sud du pays, dans le cadre des préparatifs des élections locales prévues le 28 novembre prochain.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Arous a indiqué que ce processus électoral s'inscrit dans le cadre des "efforts visant à consolider l'Etat de droit et à renforcer les institutions démocratiques, en concrétisation de la volonté du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'édifier des institutions fortes, efficaces, respectueuses de la Constitution et répondant aux aspirations des citoyens".

Il a ajouté que cette rencontre régionale constitue "une étape avancée d'un processus intégré visant à unifier la vision, à coordonner les efforts et à élever le niveau de préparation aux différentes étapes de la prochaine échéance",

soulignant que l'ANIE "a dépassé la phase de la préparation théorique pour passer, à un rythme accéléré, à une intense activité sur le terrain".

Cette nouvelle phase, a-t-il poursuivi, exige "le plus haut degré de vigilance, une célérité dans la prise en charge des préoccupations et une harmonisation des procédures".

M. Arous a également souligné l'importance de renforcer la présence sur le terrain des coordinateurs au niveau des wilayas et des communes, en tant que "maillon essentiel dans le suivi de l'opération électoral", insistant sur "la nécessité d'adopter une approche proactive pour identifier et traiter les difficultés à temps".

Il a, dans ce contexte, salué "le niveau de coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports et le corps de la justice, ainsi que le rôle pivot des médias dans l'accompagnement du processus électoral et la transmission de l'information avec professionnalisme et responsabilité", rappelant que "la primauté de loi demeure le principe directeur du

travail de tous".

Le président de l'ANIE a, en outre, appelé au "strict respect des dispositions de la loi organique relative au régime électoral et à faire preuve de neutralité, d'indépendance et d'objectivité".

"La garantie du respect du choix de l'électeur et de sa libre volonté demeure le noble objectif fondamental autour duquel doivent se conjuguer les efforts de l'ensemble des acteurs afin d'assurer le déroulement des élections dans la transparence et l'intégrité", a-t-il encore rappelé.

Pour rappel, l'ANIE a achevé la série des quatre rencontres régionales qu'elle avait programmées et qui ont concerné l'ensemble des wilayas du pays, en mettant l'accent sur la nécessité de "la poursuite du travail avec davantage de concentration, de coordination et de renforcement du niveau de préparation".

RA

ACTUALITÉS NATIONALES

RENCONTRE ALGÉRO-AUTRICHIENNE SUR L'ÉNERGIE

ARKAB REÇOIT LE MINISTRE AUTRICHIEN DE L'ÉCONOMIE

Un communiqué du ministère indique que le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a accueilli, mercredi à Alger, le ministre fédéral de l'Économie, de l'Énergie et du Tourisme de la République d'Autriche, Wolfgang Hattmannsdorfer. Les deux hommes ont passé en revue les voies permettant de consolider la coopération bilatérale et d'élargir les perspectives de partenariat entre leurs pays, en particulier dans le secteur des hydrocarbures.

Par Saïd Slimani

Selon le communiqué, cette entrevue s'est tenue au siège du ministère, en présence de l'ambassadeur de la République d'Autriche en Algérie, Wolfgang Spadinger, du Président-directeur général (P-dg) du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini, ainsi que de plusieurs responsables et cadres du secteur et de représentants d'entreprises autrichiennes. Les deux parties ont saisi cette occasion pour mettre en avant l'importance des relations algéro-autrichiennes, bâties sur le respect mutuel, le dialogue et l'entente, ainsi que leur volonté partagée de poursuivre le renforcement de la coopération et de développer un partenariat équilibré et durable, au service des intérêts communs des deux pays et

peuples amis. La rencontre a aussi permis d'examiner les opportunités de renforcement de la coopération dans le domaine des hydrocarbures, considéré comme l'un des principaux axes des relations économiques entre l'Algérie et l'Autriche, notamment en matière de recherche, d'exploration, de développement des gisements, de services pétroliers et gaziers, de maintenance et d'ingénierie, outre le transfert de technologies et d'expertises. Les deux parties ont, en outre, abordé les moyens d'encourager les entreprises algériennes et autrichiennes à établir des partenariats, des projets et des investissements conjoints à valeur ajoutée, en sus de l'examen des voies de développement de la coopération dans le domaine du gaz naturel, incluant la production, le transport et le stockage. Par ailleurs, les discussions ont

porté sur la coopération dans les domaines de la commercialisation, de la distribution et du stockage des produits pétroliers et gaziers, ainsi que sur la possibilité de développer les échanges commerciaux dans les domaines du pétrole brut, du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et des produits raffinés, précise le communiqué. D'autre part, les entretiens ont porté sur les opportunités de coopération dans les domaines liés à la réduction des émissions et à la diminution de l'empreinte carbone, ainsi qu'au développement et à une utilisation plus efficace du gaz, à la formation, à la recherche appliquée et au développement des compétences, outre le développement de la fabrication locale, le renforcement des capacités nationales et la création de valeur ajoutée en Algérie. À cet égard, M. Arkab a réaffirmé la disponibilité du secteur

des hydrocarbures à poursuivre l'accompagnement des entreprises et sociétés autrichiennes souhaitant développer leurs activités et leurs investissements en Algérie, et à réunir les conditions favorables à la concrétisation de partenariats mutuellement bénéfiques, notamment dans les domaines de la technologie, de l'ingénierie, des services, des solutions industrielles, de la formation et du transfert d'expertise. De son côté, le ministre fédéral autrichien a salué la place qu'occupe l'Algérie en tant que partenaire énergétique important et fiable, affichant l'intérêt des entreprises et sociétés autrichiennes à renforcer leur présence sur le marché algérien et à explorer de nouvelles opportunités de coopération et d'investissement, notamment dans le secteur des hydrocarbures et les technologies connexes, conclut le communiqué.

S.S

LANGUES

COLLOQUE À ALGER SUR LA LANGUE ARABE ET LA TRADUCTION À L'ÈRE DES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES

Le Haut Conseil de la langue arabe (HCLA) a organisé, mercredi à Alger, un colloque national sur la langue arabe et la traduction à l'ère des transformations technologiques, avec la participation d'experts et de spécialistes en linguistique et en traduction issus de plusieurs universités algériennes, dans le cadre de la Journée mondiale de la traduction, célébrée le 30 septembre de chaque année. A cette occasion, le président du HCLA, Salah Belaïd, a indiqué dans son allocution d'ouverture, que l'organisation de ce colloque, placé sous le thème "Qui protège le sens lorsque la machine traduit?", intervient dans un contexte marqué par "les mutations rapides que connaît le domaine de la traduction sous l'effet du développement croissant des technologies de l'intelligence artificielle et des transformations qu'elles ont opérées dans la nature de la pratique de la traduction et de ses outils". M. Belaïd a souligné que cette rencontre vise à "contribuer à l'élaboration d'une vision scienti-

fique d'avenir de la traduction permettant d'exploiter les potentialités de l'intelligence artificielle et d'accompagner ses évolutions, tout en préservant le rôle central du traducteur dans la compréhension, l'interprétation, la rédaction et la construction du sens, de manière à améliorer la qualité de la traduction et à préserver ses dimensions linguistique, culturelle et humaine". Dans ce cadre, l'intervenant a mis en avant "l'importance de trouver des outils technologiques à même de protéger la place de la langue arabe (...) à travers le développement et l'innovation de solutions et d'applications intelligentes". De son côté, la présidente du colloque, Rachida Saadouni, a fait savoir que cette rencontre vise à "mettre le doigt sur le point noir de la traduction automatique, à savoir le risque d'altérer le sens, celui-ci étant l'essence même de toute traduction", d'autant que la traduction automatique, aujourd'hui, "ne se contente pas de concurrencer la traduction humaine traditionnelle, mais la dépasse souvent en

termes de quantité et de qualité. Elle est ainsi entrée, sous ses différentes formes et applications, dans l'usage quotidien des traducteurs, des étudiants en traduction ainsi que des enseignants-chercheurs". Cependant, malgré le développement continu de la traduction automatique, ajoute Mme Saadouni, celle-ci "échoue souvent à restituer fidèlement le sens car, contrairement au traducteur humain, elle ne maîtrise pas les contextes du texte source. Etant constituée d'algorithmes programmés pour traduire automatiquement, elle est totalement dénuée de la capacité d'interprétation que possède le traducteur humain". Même si elle fait preuve de qualité et de précision lorsqu'il s'agit de textes scientifiques et techniques, la traduction automatique "échoue dans la restitution des textes littéraires, qui se caractérisent par la créativité, un style littéraire raffiné et la subjectivité", a-t-elle soutenu. Pour sa part, le président de la Commission de traduction du

Conseil, Nouar Abidi, a relevé que "le développement de la traduction automatique vers la langue arabe ne doit pas être une simple amélioration technique des performances, mais doit s'accompagner d'une prise de conscience de la culture et de la spécificité de l'arabe classique, ainsi que de la nécessité de préserver le sens lors de son passage vers d'autres langues", précisant qu'il "faut également faire de l'intelligence artificielle un moyen indispensable pour relever le défi de la maîtrise du temps de traduction". La rencontre a été ponctuée par des interventions d'enseignants spécialistes, réparties sur trois sessions scientifiques et deux ateliers axés sur des thèmes tels que "le traitement du sens et du contexte dans la traduction automatique", "les limites de l'intelligence artificielle et le rôle du traducteur dans l'environnement numérique", ainsi que "l'utilisation des outils d'intelligence artificielle dans la formation et la pratique de la traduction".

RA

ALGÉRIE-LIBAN

EXAMEN DES MOYENS DE RENFORCER LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE ENTRE L'ALGÉRIE ET LE LIBAN

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a reçu, mercredi à Alger, le président du Conseil économique, social et environnemental libanais, Charles Arbid, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération économique et industrielle entre les deux pays et d'ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat, indique un communiqué du

ministère. La rencontre, à laquelle ont pris part nombre de cadres du ministère, a été l'occasion de passer en revue les possibilités de renforcement de la coopération économique et industrielle entre l'Algérie et le Liban et d'examiner les perspectives d'élargissement des domaines de partenariat entre les deux pays, précise la même

source. Dans ce cadre, le ministre a mis en avant le climat d'investissement favorable offert par l'Algérie et les incitations et avantages prévus par la loi sur l'investissement, invitant les investisseurs et les hommes d'affaires libanais à tirer parti des opportunités disponibles. Au cours de cette rencontre, les deux parties ont souligné la nécessité de

hisser la coopération bilatérale au niveau des relations unissant les deux pays. Les deux parties ont, par ailleurs, examiné les voies de réactivation du Conseil d'affaires algéro-libanais, de manière à renforcer les contacts entre les opérateurs économiques de deux pays et à contribuer à la concrétisation de projets conjoints.

RE

TISSEMSILT

LE NOUVEAU CODE DE LA ROUTE PASSÉ AU PEIGNE FIN

La Cour de justice de Tissemsilt a accueilli hier une journée d'étude consacrée au nouveau Code de la route, placée sous le thème : « Les dimensions juridiques et pratiques des nouveautés législatives et procédurales du Code de la route 26-09 : stratégies de sauvetage et défis de l'action judiciaire ».
L'occasion a permis d'examiner les principales nouveautés législatives et pratiques introduites par ce texte.

Par Kahina Baghdad

Prenant la parole, le président de la Cour de justice de Tissemsilt, Nasreddine Allouga, a présenté les dimensions juridiques et les nouvelles dispositions procédurales du Code de la route, publié au Journal officiel n° 36 du 17 mai 2026. Il a expliqué que cette loi vise à renforcer la dissuasion pour prévenir les accidents de la circulation et protéger les vies et les biens. Ce cadre juridique définit notamment les règles et modalités de la circulation routière, ainsi que les conditions d'utilisation des voies publiques. Il prévoit aussi des mesures préventives de sécurité routière, en dessine le cadre institutionnel et fixe les mesures répressives en cas d'infraction.

Le procureur général adjoint près la Cour de justice de Tissemsilt, Mohamed Bouchenafa, a pour sa part souligné que ce Code, largement débattu à différents niveaux institutionnels, détermine les responsabilités civiles et pénales de toutes les parties concernées par la circulation routière, du conducteur et du véhicule jusqu'aux responsables de la réalisation, de l'aménagement ou de l'entretien des routes.

Le représentant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya a indiqué que cette loi tend à renforcer la sécurité routière et à protéger les vies et les biens, en instaurant une politique routière fondée sur la prévention et la dissuasion. Le représen-



tant de la Sûreté de wilaya a, quant à lui, qualifié le nouveau Code de la route d'évolution importante des règles relatives à l'organisation, à la sécurité et à la sûreté de la circulation routière.

Organisée sous la supervision du wali de Tissemsilt, Bouzaïd Fethi, cette journée d'étude s'est tenue en présence des autorités civiles et militaires, des membres de la famille judiciaire de la wilaya, de représentants du milieu universitaire, ainsi que des différents corps de sécurité, de la Protection civile et des Douanes.

Une exposition a également été organisée à cette occasion. Elle a porté sur les équipements utilisés par la Protection civile pour les opérations de secours et de sauvetage, ainsi que sur ceux employés par la Gendarmerie nationale et la Sûreté nationale lors des constatations effectuées sur le terrain après les accidents de la circulation, afin de déterminer la responsabilité juridique de toutes les parties impliquées.

K.B

SKIKDA

1,67 MILLIARD DE DINARS POUR LA RÉHABILITATION DE LA STATION D'ÉPURATION DE HAMMADI-KROUMA

Une enveloppe financière de 1,67 milliard de dinars a été allouée à la réhabilitation de la station d'épuration des eaux usées (STEP) de la commune de Hammadi Krouma (Skikda) et des 11 stations de pompage qui y sont rattachées, a indiqué, mercredi le directeur de l'hydraulique, Abdelkader Bouali.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que l'objectif de cette

opération est de "produire une eau traitée de bonne qualité afin de la réutiliser pour irriguer le périmètre agricole de Safsaf qui s'étend sur une superficie de 1.720 hectares couvrant les zones de Beni Bachir, de Ramdane-Djamel et de Hammadi-Krouma". M. Bouali a souligné que le projet permettra à la STEP d'effectuer le traitement tertiaire, une des techniques modernes de traitement de l'eau qui assure l'éli-

mination des germes et des résidus de polluants.

Le même responsable, après avoir rappelé que la STEP de Hammadi-Krouma traite les eaux usées des communes de Skikda, de Hammadi-Krouma, d'El Hadaïk et de Filfila, a affirmé que ce projet, pris en charge par l'Office national de l'assainissement (ONA), sera livré au bout d'un délai de 24 mois.

RR

TINDOUF

SESSION DE FORMATION AU PROFIT DES AGRICULTEURS, DES ÉLEVEURS ET DES PORTEURS DE PROJETS

La Chambre d'agriculture de la wilaya de Tindouf, en coordination avec la direction des Services agricoles (DSA) et sous la supervision de l'Institut de l'agriculture saharienne de Timimoun, organise durant deux jours, une session de formation et de sensibilisation consacrée aux domaines de la production végétale et animale, au profit des agriculteurs, des éleveurs et des jeunes porteurs de projets. Cette initiative, organisée à l'occasion de la Journée nationale de la vulgarisation agricole, qui coïncide avec le 1er octobre de chaque année, intervient également dans le cadre du lancement de la campagne agricole 2026-2027.

Les travaux de cette session ont débuté mercredi au niveau d'une exploitation agricole de la wilaya, avec l'organisation de séances pratiques au profit des agriculteurs et des éleveurs. Le volet théorique sera dispensé jeudi à la Bibliothèque principale de lecture publique, parallèlement à une nouvelle sortie de terrain prévue au niveau du périmètre de "Hassi-Ammar". Le cadre à la

DSA, Samir Alilat, a expliqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la coordination entre la Chambre d'agriculture de Tindouf et l'Institut de l'agriculture saharienne de Timimoun. Elle vise notamment à accompagner les agriculteurs et les éleveurs, à renforcer leur sensibilisation et à leur fournir des connaissances et des techniques susceptibles de contribuer au développement et à l'amélioration de l'activité agricole dans la wilaya, a-t-il précisé. De son côté, l'ingénieur-formateur à l'Institut, Mohamed Hachour, a indiqué que le programme de cette session combine les volets théorique et pratique et porte sur plusieurs thématiques liées à l'élevage camelin, ovin et caprin, ainsi qu'aux techniques de production végétale.

La formation aborde également plusieurs axes liés aux spécificités de l'activité agricole dans la région, notamment la production sous serres, la plantation de palmiers et la culture de l'arganier, qui suscite un intérêt croissant dans la wilaya.

La propriétaire de l'exploitation

agricole ayant accueilli la première étape de cette session, Khadidja Bessebiat, a salué cette initiative, exprimant sa reconnaissance aux enseignants et aux formateurs venus de la wilaya de Timimoun pour les connaissances et les techniques transmises aux agriculteurs.

Elle a relevé que l'organisation de cette formation directement au sein de l'exploitation a permis d'allier les explications théoriques à leur application sur le terrain, offrant ainsi aux agriculteurs la possibilité de s'approprier les techniques présentées et de les mettre directement en œuvre dans leurs activités.

Mme Bessebiat a appelé à élargir ce type d'initiatives au profit des agriculteurs de la wilaya, soulignant que l'échange d'expériences et la valorisation des pratiques développées dans d'autres wilayas sont susceptibles de contribuer à l'amélioration des pratiques agricoles et, partant, des rendements et de la production au cours des prochaines campagnes.

RR

BOUMERDÈS

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ASSOCIATIONS

Par Malek Gaya

Le coup d'envoi du programme national de formation et de renforcement des capacités des associations partenaires du secteur de la jeunesse a été donné hier à Boumerdes. Près de 70 associations de la wilaya et d'autres régions y participent. La cérémonie s'est tenue à la Bibliothèque principale de lecture publique "Abderrahmane Benhamida", sous la présidence du directeur par intérim de la jeunesse et des sports, Arezki Arab.

Étaient présents les autorités locales, des représentants d'organismes et d'organisations, des responsables d'associations de jeunesse ainsi que des directeurs d'établissements du secteur. Selon Mekdoud Abdelhak, responsable de la communication de l'événement, ce programme de cinq jours traite de plusieurs thèmes : la conception, la gestion et le pilotage de projets de jeunesse, le financement et la mobilisation de ressources, la création de partenariats, la gestion du bénévolat, la gouvernance associative et les mécanismes pour améliorer leur performance institutionnelle. Des experts et spécialistes encadrent cette initiative. Elle vise à renforcer les compétences des associations et ligues partenaires du secteur et à améliorer les capacités des acteurs associatifs, via des formations et ateliers spécialisés, a-t-il précisé.

Ce programme s'inscrit dans les efforts de valorisation des ressources humaines et de renforcement du rôle des associations partenaires, acteurs essentiels des programmes destinés aux jeunes.

Il promeut aussi la planification stratégique, la transparence et l'efficacité dans la gestion, et soutient un travail associatif organisé et porteur de projets.

M.G

DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE TEXTILE

L'UGANDA MISE SUR UN INVESTISSEMENT DE 420 MILLIONS DE DOLLARS

L'Ouganda entend renforcer la transformation locale de son coton afin de réduire la dépendance de son industrie textile aux importations et de tirer davantage de valeur de sa production nationale. C'est dans cette perspective que Fine Spinners Uganda Ltd prévoit un investissement de 420 millions de dollars à Gulu, dans le nord du pays, destiné à développer ses activités dans le coton, la filature, le textile et la confection.

Par Nawal Bordji

Le projet a été présenté lundi 28 septembre à la ministre ougandaise des Finances, Hajjat Aminah Mukalazi, lors d'une rencontre avec une délégation de Fine Spinners conduite par le président de l'entreprise, Jas Bedi. L'investissement envisagé devrait permettre d'accroître les capacités industrielles du groupe tout en contribuant à la consolidation de la chaîne de valeur du coton en Ouganda.

Pour la ministre des Finances, la réalisation de ce projet pourrait avoir des retombées importantes sur l'ensemble de la filière. Elle estime que l'augmentation des capacités de transformation et de fabrication devrait favoriser la création de valeur sur le marché intérieur et générer davantage d'opportunités pour la population dans les différentes étapes de la chaîne, de la production agricole à la transformation industrielle.

Cette orientation répond à une faiblesse persistante de la filière cotonnière ougandaise. Malgré la production de coton dans le pays, l'essentiel de la fibre est encore destiné aux marchés extérieurs. Selon les données du ministère des Finances, près de 90 % de la fibre produite en Ouganda est exportée. Dans le même temps, le marché national continue de recourir largement aux importations de fils, de tissus et d'autres produits textiles.

Le gouvernement cherche donc à inverser progressivement cette situation en développant les activités industrielles liées au coton sur le territoire national. L'objectif est de permettre à une plus grande partie de la valeur générée par cette matière première de rester dans l'économie ougandaise, notamment grâce au développement de la filature, du tissage et de la confection. Les capacités actuelles de l'industrie textile restent cependant modestes. Le pays compte moins de 30 000 broches de filature et sa production quotidienne de tissu est inférieure à 500 000 mètres. Le renforcement des équipements industriels apparaît ainsi comme une condition essentielle pour permettre à l'Ouganda de répondre davantage à la demande intérieure et de se positionner sur les marchés régionaux.

Dans cette stratégie, les autorités misent



également sur la demande locale. Le gouvernement encourage notamment les organismes publics à privilégier l'achat de produits textiles fabriqués dans le pays. Des mesures sont par ailleurs mises en œuvre pour soutenir les producteurs locaux et limiter la pression exercée sur l'industrie nationale par l'afflux de vêtements de seconde main importés. Depuis 2026, une taxe environnementale de 30 % est ainsi appliquée aux vêtements de seconde main importés, selon le Parlement ougandais. Cette mesure vise notamment à créer un environnement plus favorable au développement des fabricants locaux, alors que le secteur textile cherche à accroître ses capacités et à améliorer sa compétitivité.

Fine Spinners dispose déjà d'une présence importante dans la chaîne coton-textile ougandaise. L'entreprise intervient notamment dans la filature, le tissage et la confection, ce qui lui permet de couvrir plusieurs étapes de la transformation de la matière première. Elle a également annoncé un investissement supplémentaire de 5 millions de dollars destiné à l'acquisition de nouveaux équipements.

Cette nouvelle enveloppe portera à environ 35 millions de dollars le montant cumulé

consacré par l'entreprise à ses équipements. Elle devrait permettre d'augmenter la production de fils et de vêtements et de renforcer progressivement les capacités industrielles de Fine Spinners dans le pays.

Au-delà de l'investissement industriel, les discussions entre les responsables de Fine Spinners et les autorités ougandaises ont porté sur l'intégration régionale et la facilitation des échanges. L'entreprise a notamment insisté sur la nécessité de réduire les barrières commerciales afin de faciliter la circulation des marchandises et de favoriser l'accès aux différents marchés africains.

Pour l'Ouganda, l'enjeu dépasse ainsi la seule augmentation de la production textile. Il s'agit également de mieux intégrer les agriculteurs, les transformateurs et les industriels au sein d'une même chaîne de valeur, tout en renforçant la capacité du pays à exporter des produits à plus forte valeur ajoutée. Le projet de Fine Spinners pourrait, dans ce cadre, contribuer à accélérer la mutation d'une filière encore largement tournée vers l'exportation de fibre brute vers une industrie davantage orientée vers la transformation locale et la fabrication de produits finis.

N.B

MÉCANISATION AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST

LE CONGLOMÉRAT TURC ALBAYRAK FORT INTÉRESSÉ

Depuis plusieurs années, la mécanisation est reconnue comme un moteur essentiel de la modernisation agricole en Afrique. La Guinée, qui intensifie ses efforts pour structurer une filière locale, ouvre ainsi de nouvelles perspectives aux opérateurs spécialisés dans les équipements et les services agricoles. C'est dans ce contexte que le conglomérat turc Albayrak renforce sa présence en Afrique de l'Ouest. Le mardi 29 septembre, son PDG, Ahmet Albayrak, a engagé des discussions avec le ministère guinéen de l'Agriculture et de l'Élevage en vue de déployer un projet de mécanisation agricole dans le pays. Selon le ministère, ce projet débutera par une phase pilote, assortie d'un dispositif de service après-vente et de formation. À terme, Albayrak envisage également d'implanter une unité d'assemblage d'équipements agricoles en Guinée, en mettant l'accent sur le transfert de technologies et de compétences vers les ressources humaines locales. Cette initiative fait suite à une première opération concrète du groupe dans le pays : Albayrak a déjà livré 75 tracteurs et leurs accessoires à la Guinée, dans le cadre de l'Initiative présidentielle d'appui à la mécanisation agricole (IPAM), lancée en juin dernier.

Après le Sénégal, la Guinée devient donc le deuxième marché ouest-africain où le conglomérat

turc s'implique dans la mécanisation agricole. Le 27 août 2025, les autorités sénégalaises avaient en effet annoncé la mise en œuvre d'un projet d'usine nationale d'assemblage de tracteurs et d'équipements agricoles, associant Albayrak, Türk Eximbank et plusieurs entreprises locales. Cette installation, destinée à renforcer l'offre d'équipements, doit aussi intégrer des activités de maintenance, de fourniture de pièces détachées et de formation, avec l'ambition de desservir le marché ouest-africain.

Une filière guinéenne en pleine structuration

L'intérêt d'Albayrak pour le marché guinéen intervient au moment où Conakry multiplie les initiatives pour faciliter l'accès des producteurs aux équipements motorisés. Avant le lancement de l'IPAM en juin dernier, le gouvernement avait entamé, en mai 2026, des discussions avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) autour d'une ligne de crédit destinée à financer l'acquisition d'équipements agricoles. Ces échanges portaient également sur la création d'une unité d'assemblage de tracteurs, avec une capacité envisagée de 200 unités dès la première année.

Cette stratégie ne se limite pas aux tracteurs.

Les autorités souhaitent aussi faciliter l'accès aux semoirs, aux moissonneuses et aux motoculteurs, tout en développant la formation des utilisateurs et les services nécessaires au bon fonctionnement du parc. Les besoins restent considérables. Selon un diagnostic du ministère de l'Agriculture, la Guinée comptait 3 818 tracteurs en 2018, tous importés, dont une majorité était jugée obsolète. Le développement d'une capacité locale d'assemblage doit donc aider à réduire la dépendance aux importations, tout en favorisant l'émergence d'activités dans la maintenance, les pièces détachées et la formation technique. Cette demande pourrait en outre s'accroître avec les ambitions agricoles du programme Simandou 2040, qui prévoit notamment l'aménagement de 200 000 hectares de périmètres agricoles. L'extension des superficies exploitées et les objectifs de modernisation affichés par Conakry devraient accroître les besoins en équipements et en services de mécanisation.

Pour Albayrak, la Guinée pourrait ainsi devenir un nouveau relais de développement en Afrique de l'Ouest. Au-delà de la fourniture d'équipements, le projet ouvre des perspectives dans les services après-vente, la formation et, à terme, l'assemblage local, sur un marché appelé à se développer.

N.B

LES SCANDALES DU MAKHZEN N'ONT PAS DE FIN

LE HASCHISCH MAROCAIN AU CŒUR D'UN VASTE RÉSEAU DE TRAFIC ET DE BLANCHIMENT D'ARGENT EN ESPAGNE

Une enquête judiciaire espagnole a mis au jour un réseau criminel organisé, soupçonné de gérer d'importantes opérations de trafic de haschisch en provenance du Maroc vers l'Espagne, pour le vendre et blanchir les bénéfices obtenus via des transactions financières et immobilières, ont rapporté des médias locaux.

Le dossier concerne 22 personnes placées sous enquête, dont 14 sont en détention provisoire, pour des soupçons d'appartenance à une organisation criminelle, de trafic de stupéfiants et de blanchiment d'argent, a indiqué le journal "El Espanol", qui s'appuie sur des documents judiciaires et des éléments de l'enquête.

Le point de départ du dossier remonte à l'opération "Caldo-Ramz", menée en septembre 2022 par l'unité espagnole de lutte contre la drogue et le crime organisé, au cours de laquelle une organisation criminelle considérée comme la plus grande entité financière de trafic de drogue en Europe a été démantelée.

Les communications chiffrées obtenues par les enquêteurs via les plateformes "EncroChat" et "Sky ECC" ont révélé des noms et des réseaux liés au trafic de drogue, à son financement et au blanchiment de ses produits.

A partir de cette enquête financière, les enquêteurs se sont tournés vers Juan Carlos, surnommé "Moreno" dont le nom était apparu comme utilisateur de ce réseau financier pour financer son activité de trafic de stupéfiants.

L'enquête a ensuite été élargie sur ses activités et a révélé, selon le parquet espagnol, la poursuite de son trafic de drogue à grande échelle.

D'après l'enquête judiciaire, "Moreno" dirige une structure criminelle organisée qui importe de grandes quantités de haschisch depuis le Maroc, se charge de sa réception,



de sa distribution et de la gestion des bénéfices qui en découlent.

Les documents cités par "El Espanol" indiquent que le réseau était capable de faire circuler des milliers de kilos de haschisch marocain chaque semaine, avec une activité s'étendant à plusieurs provinces espagnoles, avant que la drogue ne soit acheminée vers Madrid pour y être distribuée aux clients.

Le Maroc apparaît dans l'enquête comme la source des stupéfiants de ce circuit. Les investigations ont identifié une personne connue sous le nom d'"El Loco", un citoyen marocain possédant également la nationalité espagnole, comme le fournisseur présumé du haschisch obtenu par le réseau.

Selon le journal, cet individu a fui au Maroc pour échapper à l'exécution d'une peine de prison prononcée à son encontre par le Tribunal national espagnol.

Les documents judiciaires mon-

trent que l'activité du réseau était organisée par étapes : réception des cargaisons de haschisch, stockage, transport, distribution, puis gestion et blanchiment des fonds issus du trafic.

Le réseau a également utilisé, selon l'enquête, des biens immobiliers à Madrid et en Andalousie pour stocker la drogue. Les autorités ont saisi plus de deux tonnes de haschisch dans l'un des immeubles perquisitionnés à Madrid.

Sur le plan financier, les enquêteurs soupçonnent le réseau d'avoir utilisé des sociétés et des opérations commerciales pour dissimuler l'origine des fonds provenant du trafic de haschisch, notamment par l'émission de salaires et de factures fictifs ainsi que par l'achat de biens immobiliers.

Plusieurs sociétés et personnes font l'objet d'enquêtes pour leur implication présumée dans le blanchiment de ces produits.

Dans ce contexte, l'homme d'af-

aires Juan Andres Gonzalez apparaît comme l'un des maillons sur lesquels se concentre l'enquête dans le volet financier du réseau. Il a été arrêté dans le cadre de l'affaire et placé en détention provisoire.

La chaîne espagnole "Antena 3" a indiqué le 17 septembre dernier que sa société, active dans le domaine de la publicité et du marketing, aurait, selon l'enquête, reçu des fonds soupçonnés de provenir du trafic de marijuana et de haschisch marocain, tandis que plusieurs sociétés étaient visées par l'enquête.

Certains détails de ce volet apparaissent dans une décision judiciaire datée du 16 juin dernier, citée par "El Espanol", selon laquelle des indices indiquent que la société "Artec Soluciones Graficas", appartenant à Gonzalez, a été utilisée pour le versement de salaires frauduleux et l'achat d'un bien immobilier avec des fonds d'origine présumée illicite.

Selon "El Espanol", l'enquête débutée en mars 2025 reste ouverte jusqu'en septembre 2026 et le tribunal a prolongé le secret de l'instruction d'un mois supplémentaire et n'exclut pas une seconde vague d'arrestations.

Cette affaire met une nouvelle fois en lumière l'extension de l'économie du haschisch en provenance du Maroc en Europe, où ses revenus sont transformés en argent blanchi via des sociétés et des biens immobiliers, illustrant l'ampleur des répercussions du trafic de drogue marocain dans l'autre rive de la Méditerranée.

RI

MAROC

CRISE SOCIALE, DÉSENCHANTEMENT DE LA JEUNESSE ET ABSENCE DE PERSPECTIVES

Le quotidien britannique The Guardian a dressé un constat sévère de la situation politique et sociale au Maroc, mettant notamment en avant le "désenchantement" de la jeunesse, la faible participation électorale et l'absence de perspectives dans les politiques adoptées par le makhzen.

Le journal estime, dans son éditorial, publié mardi, que les dernières élections législatives ont révélé un "effondrement alarmant" de la confiance des jeunes dans la politique, alors qu'un tiers de la population marocaine est âgé de 15 à 30 ans et que plus d'un tiers de cette tranche d'âge est au chômage.

L'édito relie le manque de perspectives dans le pays aux risques pris par de jeunes Marocains pour rejoindre l'Union européenne, rappelant que plus de 100 personnes sont

mortes, pour l'essentiel par noyade, lors du flux migratoire irrégulier, fin juillet, vers la ville espagnole de Ceuta.

La faible participation des jeunes ne saurait être assimilée à de l'apathie ou à de l'indifférence, note le journal britannique, qui rappelle les manifestations organisées un an auparavant par la jeunesse marocaine, réclamant notamment davantage d'investissements dans les services publics, particulièrement la santé et l'éducation et la lutte contre la corruption.

Il rapporte qu'à la suite de ces manifestations, les autorités avaient procédé à des milliers d'arrestations musclées, tandis que des centaines de personnes seraient toujours en prison.

L'éditorial met en cause les priorités re-

tenues par le makhzen, soutenant que les autorités du pays auraient "peu de chance" de répondre aux demandes visant à réorienter les ressources consacrées, entre autres, au prochain Mondial, vers d'autres besoins.

Le journal cite, à cet égard, une estimation du Fonds monétaire international (FMI) selon laquelle les dépenses liées au tournoi pourraient représenter près de 12% du PIB marocain de 2024.

Revenant sur les dernières élections, le média britannique a relevé que le taux de participation avait affiché son niveau "le plus faible" depuis vingt ans, tandis que "seuls 19% des moins de 35 ans se seraient inscrits" sur les listes électorales.

RI

ONU

GHAZA CONTINUE DE FAIRE FACE À "UNE CRISE HUMANITAIRE COMPLEXE"

Le coordinateur spécial par intérim de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient et coordinateur des affaires humanitaires dans les territoires palestiniens occupés, Ramiz Alakbarov, a averti que la population de la bande de Gaza continuait de faire face à une crise humanitaire complexe, après près de trois ans d'agression sioniste génocidaire.

Le responsable onusien a relevé la persistance de problèmes liés à l'eau, à l'assainissement, à l'hébergement et à la gestion des déchets, ainsi que la dépendance croissante à l'aide humanitaire et aux transferts monétaires, dans un contexte marqué par l'absence de reprise du marché du travail.

Dans un entretien accordé au Centre d'actualités de l'ONU, M. Alakbarov a indiqué

que les Nations unies poursuivaient leurs activités dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de la santé, de l'enlèvement des décombres, de l'éducation et du soutien aux agriculteurs à Gaza. Il a précisé que plus de 300.000 enfants bénéficiaient d'un enseignement dans des espaces temporaires, tandis qu'une superficie limitée seulement restait accessible aux activités agricoles.

Il a également indiqué que l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) continuait d'opérer à Gaza malgré les restrictions sionistes qui lui sont imposées, ajoutant que plus de 8.000 personnes seraient toujours portées disparues sous les décombres dans le territoire. Selon M. Alakbarov, les habitants de

Gaza expriment leur souhait de ne pas passer un nouvel hiver sous des tentes et de pouvoir retourner dans les écoles et sur leurs lieux de travail, contribuer à la reconstruction de leur société et retrouver les services d'eau, d'assainissement et d'électricité.

Evoquant la Cisjordanie occupée, le coordinateur de l'ONU a qualifié la situation de "très tendue", faisant état de la poursuite de l'activité de colonisation, des violences, des restrictions à la liberté de circulation et des pressions économiques.

Il a ajouté que les Nations unies fournissaient des subventions, des aides en espèces ainsi qu'un soutien juridique aux familles et aux communautés touchées.

RI

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

TRUMP MISE SUR L'AUTORÉGULATION DES GÉANTS DE LA TECH

Réunis à la Maison-Blanche par Donald Trump, les principaux dirigeants de l'intelligence artificielle s'engagent à respecter un « accord moral » d'autorégulation. Le président américain privilégie cette approche à une réglementation contraignante, afin de préserver l'avance technologique des États-Unis dans la course mondiale à l'IA.

Par Yakout Abina

Donald Trump a réuni avant-hier, à la Maison-Blanche les principaux dirigeants de l'industrie mondiale de l'intelligence artificielle. Autour de la table figuraient notamment Elon Musk, Mark Zuckerberg, Jeff Bezos, Sundar Pichai, Jensen Huang, Greg Brockman, président d'OpenAI, ainsi que Dario Amodei, à la tête d'Anthropic. À l'issue de cette rencontre, le président américain a assuré que les participants avaient souscrit à un « accord contraignant sur le plan moral » destiné à encadrer le développement de l'IA.

Pour le président américain, l'autorégulation demeure la meilleure réponse aux inquiétudes suscitées par cette technologie. « Ils vont s'autoréguler », a-t-il affirmé devant la presse, estimant que les dirigeants du secteur souhaitent « agir de la bonne manière ». Donald Trump a également évoqué une atmosphère empreinte d'un « amour pour notre pays », soulignant selon lui la volonté commune de préserver le leadership américain dans cette révolution technologique.

Cette approche s'inscrit dans la ligne défendue depuis plusieurs mois par le président républicain. Opposé à toute réglementation fédérale susceptible de ralentir l'innovation, il considère que des règles trop contraignantes affaibliraient la position des États-Unis face à leurs concurrents notamment la Chine.

Dans cette logique, le véritable enjeu n'est pas seulement le développement de l'intelligence artificielle, mais la capacité de Washington à conserver son avance stratégique dans un domaine appelé à redéfinir les rapports de force économiques, militaires et politiques du 21^e siècle.

Donald Trump a d'ailleurs annoncé son intention de signer un document officialisant l'usage du terme « super intelligence » au lieu de celui d'« intelligence artificielle ». un changement d'appellation qui traduit l'ambition affichée par l'administration américaine de se projeter dès aujourd'hui vers les prochaines générations de systèmes numériques.

La démonstration d'unité organisée à la Maison-Blanche contraste toutefois avec les inquiétudes croissantes exprimées dans l'opinion



publique. Selon un sondage publié par CNN, plus de huit Américains sur dix se déclarent préoccupés par la vitesse de développement de l'IA. Plusieurs incidents de sécurité récents, ainsi que les avertissements répétés de scientifiques et d'entrepreneurs du secteur sur les risques potentiels de cette technologie, ont placé le sujet au cœur du débat politique.

Même au sein du camp républicain, certains responsables plaident pour un encadrement plus formel. Mike Johnson, chef de file des républicains à la Chambre des représentants et promoteur de cette rencontre, a ainsi appelé à trouver « le bon équilibre » entre innovation et sécurité, évoquant la nécessité d'une supervision parlementaire.

Au-delà des annonces, cette réunion soulève une question plus large, peut-on vraiment laisser les entreprises de l'IA se surveiller elles-mêmes

? Donald Trump le pense et estime que les acteurs du secteur sauront agir de manière responsable. Mais beaucoup d'experts restent prudents et estiment que de simples engagements moraux ne suffisent pas pour encadrer une technologie aussi puissante. La référence à la morale peut paraître paradoxale alors que la priorité revendiquée reste avant tout de garantir la suprématie technologique américaine. Dans cette vision, les risques globaux de l'intelligence artificielle semblent souvent relégués derrière l'impératif de puissance nationale. Une conception où l'éthique épouse les intérêts stratégiques de Washington. Au fond, derrière la promesse d'un développement responsable de l'IA, la devise reste la même Make America Great Again. Quant aux conséquences pour le reste du monde, elles paraissent relever d'une considération secondaire.

Y.A

SYSTÈME DE SANTÉ ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

ENTRE INNOVATION THÉRAPEUTIQUE ET EXIGENCE DE CONFIANCE

Par Salim Nait Ouguemim

L'intelligence artificielle prend une place grandissante dans la santé. Elle modifie la recherche, le diagnostic et le suivi des patients. Mais son développement pose des questions essentielles : comment faire en sorte que cette avancée profite au plus grand nombre, sans accroître les inégalités ni affaiblir la confiance des patients ? Un podcast réalisé avec Amgen explore ces enjeux. Il présente les apports concrets de l'IA, ainsi que ses défis éthiques et pratiques.

Dans le parcours de soins, l'IA apporte déjà des améliorations : personnalisation des traitements, repérage des patients pouvant participer à des essais cliniques. Certains patients ignorent parfois qu'ils pourraient être éligibles. Avec l'IA, le projet AIIPIK, porté par la start-up Ospis et le CHU de Toulouse, soutenu par Amgen France, a identifié 24 dossiers de patients éligibles à un essai clinique, contre 6 en conditions réelles. Il réduit aussi « considérablement le temps d'analyse pour les professionnels de santé », précise Marie Morice, directrice de l'Innovation chez Amgen France.

« Les attentes sont assez fortes de pouvoir avoir accès le plus ra-

pidement possible au bon traitement, la recherche, les traitements », explique Damien Dubois, consultant en communication santé spécialisé dans l'engagement patient. Beaucoup de patients découvrent aujourd'hui la puissance de l'IA. Ils s'interrogent cependant sur son utilité et sur l'usage de leurs données, avant même d'en constater les bénéfices médicaux.

La fiabilité des informations est en cause. Une étude publiée dans Nature en 2026 montre que ChatGPT Health, efficace pour des questions simples, ne recommande pas de soins d'urgence dans des situations critiques. Pourtant, plus de 230 millions de personnes l'interrogent chaque semaine pour des conseils médicaux. Face à cela, des solutions comme Gustave, l'agent IA de Paperdoc, se distinguent : elles s'appuient uniquement sur des référentiels français validés (HAS, ANSM, sociétés savantes), ce qui garantit des réponses scientifiquement fiables.

L'IA pose aussi la question de la fracture numérique, qui risque d'exclure certains patients, notamment les moins connectés. « Quand il s'agit d'outils conversationnels, le patient peut se retrouver face à une interface sans en

maîtriser les codes », illustre Damien Dubois. L'IA pourrait alors aggraver les inégalités d'accès aux soins au lieu de les réduire.

La déshumanisation des soins constitue un autre risque : les professionnels de santé pourraient s'appuyer excessivement sur des outils automatisés, au détriment de la relation humaine et de la responsabilité médicale.

Pour que l'IA soit acceptée, deux conditions sont indispensables : la qualité des données et la transparence. « Il faut mettre en place de vrais contrôles, vérifier que les données sont fiables, exhaustives et mises à jour », insiste Marie Morice. Sans cela, une méfiance durable envers ces outils pourrait s'installer.

Un autre enjeu est l'accompagnement des patients par la pédagogie. « Comment les aider à utiliser ces outils avec les bons repères ? », interroge Marie Morice. Il faut apprendre à questionner les réponses d'un outil, à identifier des sources fiables, à comprendre qu'une IA peut se tromper. Marie Morice parle d'une culture de l'IA en santé à construire, à l'image de ce que fut, en son temps, l'éducation à la littérature numérique.

Le Recueil de cas d'usage illustrés de l'IA en santé, publié par France Assos Santé, va dans ce

sens. À travers cinq exemples concrets, il montre comment l'IA améliore déjà les diagnostics, l'organisation des soins et l'accompagnement des patients. « L'objectif est de parler d'une seule voix et faire remonter à un niveau plus institutionnel pour que la stratégie numérique sur l'IA puisse accompagner et valoriser les solutions qui sont les plus vertueuses », salue Damien Dubois.

Marie Morice ajoute : « L'IA sera probablement intégrée naturellement dans les outils du quotidien, avec des bénéfices toujours plus concrets pour les patients. »

Le véritable enjeu n'est pas seulement technologique. Il réside dans la capacité collective à construire une IA en santé utile, compréhensible, accessible et digne de confiance. Cette montée en compétences ne peut être portée par un acteur seul. Associations de patients, laboratoires pharmaceutiques, institutions publiques et start-up doivent avancer de concert. C'est notamment l'ambition du consortium Radar, dont Amgen est membre fondateur, qui mobilise acteurs publics et privés autour de la réduction de l'erreur diagnostique dans les maladies rares grâce aux données de santé et à l'IA.

SNO

FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE L'ALGÉRIE PLAIDE POUR UNE ACTION ARABE COMMUNE

Kaouter Krikou, ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, a insisté hier au Caire, sur l'urgence de renforcer la coopération arabe pour s'adapter au changement climatique et en atténuer les effets. Elle a mis en avant les efforts de l'Algérie en faveur de la biodiversité et contre la dégradation des sols.

Par Halim Derdar

Intervenant lors d'une session de dialogue dans le cadre de la 5e édition du Forum arabe pour l'environnement, au siège du Secrétariat général de la Ligue arabe, Mme Krikou a déclaré que « les défis environnementaux auxquels fait face notre monde arabe dépassent les frontières géographiques, d'où la nécessité de renforcer la coopération arabe et l'échange d'expériences et d'expertises pour trouver des solutions permettant de s'adapter au changement climatique et de lutter contre ses effets ».

Pour y parvenir, elle a souligné l'importance de s'appuyer sur la recherche scientifique et l'innovation dans le domaine de la biodiversité, l'amélioration de la capacité d'adaptation et de résilience, la valorisation des espèces locales, le développement de programmes communs à l'échelle arabe en matière de suivi et d'évaluation, la mobilisation des ressources financières et techniques, et le renforcement des partenariats régionaux.

À cette occasion, Mme Krikou a réitéré l'engagement de l'Algérie à accompagner tous les efforts visant à protéger la biodiversité, à renforcer la coopération arabe et à favoriser l'échange d'expériences, au service des objectifs communs de protection de l'environnement et de préservation des ressources naturelles pour les générations futures. L'Algérie œuvre à mettre en place une approche intégrée associant action climatique, protection de la biodiversité, lutte contre la dégradation des sols et préservation des ressources naturelles, a-t-elle ajouté. Elle a rappelé, à ce propos, le dépôt en juin dernier de sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) auprès de la Conven-



tion-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, ainsi que le dépôt de sa Stratégie nationale et de son Plan d'action pour la période 2025-2030 auprès de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique. « Cette démarche reflète l'engagement de l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à préserver la biodiversité et à faire face au changement climatique pour atteindre les Objectifs de développement durable et préserver la sécurité nationale pour les générations futures », a souligné la ministre. Elle a rappelé, à cet égard, le projet de relance et de réhabilitation du Barage vert, en tant que « modèle écologique

concret dont le Conseil des ministres arabes de l'Environnement a demandé la généralisation à l'échelle arabe lors de sa 36e session ».

Le Forum arabe pour l'environnement est organisé, deux jours durant, par la Ligue arabe, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le Centre pour l'environnement et le développement de la région arabe et de l'Europe (CEDARE) et l'Organisation arabe pour le développement agricole (OADA).

H.D

INSOUPÇONNABLE POLLUTION LES MICROPLASTIQUES INFESTENT L'ORGANISME HUMAIN

Par Chaïmaa Sadou

Présents dans l'eau, l'air et les aliments, les microplastiques ne se limitent plus à l'environnement. Des études scientifiques ont désormais mis en évidence leur présence dans le cerveau, le cœur, le placenta ou encore le microbiote intestinal. Si leurs effets exacts sur la santé restent encore à préciser, les recherches s'accumulent et renforcent les inquiétudes autour d'une pollution devenue planétaire.

Chaque année, plus de 450 millions de tonnes de plastique sont produites dans le monde. Une quantité en constante augmentation qui nourrit une pollution durable des océans, des sols et de l'air. Derrière les déchets visibles se cache une menace plus discrète : les microplastiques, des fragments de moins de cinq millimètres capables de pénétrer dans l'organisme par l'alimentation, l'eau, l'inhalation ou encore le contact avec certains emballages et textiles synthétiques.

Partout où les scientifiques les recherchent, ils les retrouvent. Une étude menée par l'Université du Nouveau-Mexique a montré que des microplastiques sont présents dans le cerveau humain à des concentrations plus élevées que dans le foie ou les reins. Les chercheurs ont également observé des quantités plus importantes chez certaines personnes atteintes de démence, sans pouvoir établir, à ce stade, de lien direct avec la maladie. Plusieurs mécanismes sont toutefois étudiés, notamment l'inflammation, le stress oxydatif ou l'altération de certaines barrières biologiques.

Le cerveau n'est pas le seul organe concerné. Des microplastiques ont aussi été détectés dans le cœur, dans le placenta de femmes enceintes et au sein du microbiote intestinal. Des travaux menés par l'INRAE et l'Université Clermont-Auvergne indiquent que le polyéthylène, le plastique le plus produit au monde, peut modifier l'équilibre de la flore intestinale en favori-

sant certaines bactéries potentiellement nocives au détriment de bactéries bénéfiques. Chez les jeunes enfants, ces changements pourraient également réduire la production de butyrate, une substance importante pour la santé digestive. Les nanoplastiques, encore plus petits, suscitent également des interrogations.

Des études réalisées sur des modèles animaux montrent qu'ils peuvent affecter la reproduction, en altérant la qualité des spermatozoïdes, le fonctionnement des ovaires ou le développement embryonnaire. Leur association avec d'autres polluants, tels que les phtalates ou l'arsenic, pourrait accentuer ces effets.

Au-delà des particules elles-mêmes, les scientifiques alertent sur les substances chimiques présentes dans les plastiques. Bisphénol A, PFAS, phtalates ou retardateurs de flamme figurent parmi les perturbateurs endocriniens capables d'interférer avec le système hormonal. Plusieurs travaux associent ces composés à des troubles de la fertilité, à certaines maladies métaboliques ou à des perturbations du développement.

Face à ces constats, les appels à l'action se multiplient. La Convention de Stockholm, entrée en vigueur en 2004, encadre déjà plusieurs polluants persistants utilisés dans certains produits plastiques. Mais les réglementations restent inégales selon les pays et de nombreux composés demeurent insuffisamment évalués. Pour les chercheurs, réduire les sources de pollution et mieux encadrer les substances les plus préoccupantes constitue désormais un enjeu majeur de santé publique. L'invasion des microplastiques dans le corps humain n'est plus une hypothèse, mais une réalité mise en évidence par la recherche. Si leurs effets à long terme restent encore à préciser, les données disponibles invitent à la prudence. La réduction de la pollution plastique apparaît aujourd'hui comme un défi à la fois environnemental, sanitaire et économique pour les générations futures.

C.S

POLLUTION À L'OZONE PLUS D'UN TIERS DE LA POPULATION MONDIALE EXPOSÉ À DES NIVEAUX DANGEREUX

Les vagues de chaleur et les incendies de forêt, conjugués aux émissions d'origine humaine, ont exposé cette année plus d'un tiers (34 %) de la population mondiale à des niveaux extrêmement élevés de pollution à l'ozone, selon un rapport du service européen Copernicus.

L'Asie a été la région la plus affectée avec 53 % de la population exposée à des niveaux « extrêmement élevés » sur les huit premiers mois de 2026, montre l'analyse menée par le service de surveillance de l'atmosphère de Copernicus (CAMS) de l'Union européenne, publiée mercredi.

En Amérique du Nord, deux niveaux de la population ont été exposés à une qualité de l'air "mauvaise" ou "très mauvaise", contre 45% en Europe, indique Copernic qui s'est fondé sur des observations satellites au sol couplées à une modélisation atmosphérique.

Au niveau mondial, en plus des 34 % exposés à une qualité de l'air "extrêmement mauvaise", 17 % ont respiré un air "très mauvais". Au total, seulement 5 % de la population mondiale ont été exposés à des niveaux d'ozone « bons » et 15 % à des conditions « acceptables », indique le rapport, mettant en évidence le lien étroit entre le changement climatique et la pollution de l'air.

L'ozone est un polluant secondaire qui apparaît à la suite des réactions chimiques dans l'atmosphère. Il se forme principalement à partir d'oxydes d'azote (NOx), émis notamment par le trafic routier et maritime, l'industrie et les incendies, ainsi que de composés organiques volatils (COV), issus notamment des activités industrielles et de la combustion. Et c'est sous l'action des rayons UV du soleil que ces gaz réagissent chimiquement pour former l'ozone.

Les niveaux élevés d'ozone observés cette année ont été alimentés en partie par des vagues de chaleur record et des incendies de forêt ayant ravagé l'Europe et l'Amérique du Nord, se propageant bien au-delà de leurs régions d'origine et remarquable ainsi comment le changement climatique peut aggraver la pollution atmosphérique. L'ozone peut pénétrer profondément dans l'appareil respiratoire, provoquant des toux, une sensation de brûlure dans les yeux ou un essoufflement et pouvant aggraver les crises d'asthme ou les symptômes de personnes souffrant de maladies respiratoires.

R.ENV

OCTOBRE ROSE ET JOURNÉES DE SENSIBILISATION AU DÉPISTAGE PRÉCOCE DU CANCER DU SEIN

CAMPAGNE RÉUSSIE À LA MAISON DE LA PRESSE TAHAR-DJAOUT

Une campagne de sensibilisation consacrée au dépistage précoce du cancer du sein, a eu lieu à la Maison de presse Tahar Djaout en collaboration avec le journal en ligne esseha.dz, sous le patronage du ministère de la Santé et du ministère de la Communication.

Par Ikram Haou

Le ministre, présent hier à l'événement, a insisté sur la portée de cette initiative ainsi que sur la mobilisation du secteur des médias afin d'appuyer des actions de sensibilisation dans le domaine de la santé publique. Il a également adressé ses félicitations aux médecins qui ont participé à cette campagne. Des spécialistes en médecine ont pris part à ces journées de sensibilisation afin d'assurer la bonne conduite des examens réalisés. Le professeur Nouredine Ben Zidan, chirurgien à l'hôpital Bachir Mentouri de Kouba, a rappelé que le cancer du sein demeure le cancer le plus fréquent chez les femmes. Il a précisé qu'en Algérie, on recense actuellement plus de 17 000 nouveaux cas chaque année, ce qui témoigne de l'ampleur de la maladie. À cette occasion, il a souligné que le diagnostic précoce constitue le meilleur moyen de faire face à cette pathologie. Il a expliqué qu'il est possible de repérer les premiers signes avant-coureurs, notamment grâce à un examen clinique ou à une mammographie. Il a aussi indiqué que, même lorsque la maladie est déjà présente sous la forme d'une petite masse ne dépassant pas 1 cm, un diagnostic établi tôt permet d'obtenir des résultats nettement plus positifs et d'améliorer sensiblement la prise en charge. Il a ajouté que plus le diagnostic est posé précocement, plus les chances de réussite thérapeutique sont élevées, tout en rappelant que, tous types confondus, les cancers figurent parmi les maladies rarement guérissables. C'est pourquoi la prévention et donc par un dépistage précoce est vivement conseillé. Il recommande aux femmes de consulter dès l'âge de 40 ans, au moins une fois tous les deux ans. Il a également relevé que, dans le pays, la plupart des cas commencent autour de cet âge et que, dans certains cas, un traitement conservateur peut aussi être envisagé à titre préventif. Enfin, il a précisé que seulement 1 % des cas concernent les hommes.

De son côté, Mme Samira Faïdi, directrice des sessions scientifiques du journal Santé, a expliqué que cette démarche est initiée par le directeur de la Maison de presse, M. Boujemaa Doudou, en partenariat avec le journal en ligne Santé. Elle a précisé qu'il s'agit de la troisième édition, organisée à la même période que le lancement d'Octobre Rose, afin de mettre en avant l'importance du diagnostic et de proposer aux femmes un espace temporaire leur permettant de réaliser un dépistage. Pour cette action, Mme Faïdi a indiqué qu'une équipe de médecins qualifiés était présente, afin de prendre en charge les examens et d'informer les femmes sur la nécessité du dépistage. Elle a aussi rapporté les propos du Dr Amina Abdelwahab : plus le diagnostic est effectué tôt, plus les possibi-



tés de guérison augmentent, et plus la maladie a la possibilité d'évoluer vers une forme chronique, mieux prise en charge et traitable.

Elle a remercié l'ensemble des médecins ayant pris part à la campagne, pour avoir fait de telles initiatives une priorité et pour leur engagement à réaliser des diagnostics pour toutes les femmes journalistes présentes. Elle a noté que, durant les trois jours, la participation des femmes a été très importante, en particulier celles qui ont effectué les examens. Elle a salué la prise de conscience relative à l'intérêt de ce dépistage et a relevé que les cas confirmés continueront leur prise en charge et bénéficieront des meilleurs soins possibles. Elle a enfin exprimé le souhait que ce type d'actions s'étende à l'ensemble du territoire national. Le docteur Zawi Nour El Houda a exposé les signes susceptibles d'orienter vers un cancer du sein. Elle a précisé qu'une femme doit masser ses seins et ses aisselles. En cas de détection d'une grosseur ou d'une boule, elle doit consulter un médecin qui prescrira les examens requis. Elle a également évoqué d'autres manifestations pouvant être observées, comme un écoulement de liquide au niveau du sein, ainsi que tout changement au niveau de la peau : sa couleur, son épaisseur, ou encore la position du mamelon (rétracté ou saillant). Elle a insisté sur l'existence de situations où aucun signe n'apparaît : c'est précisément pour cela que le dépistage pré-

coce est considéré comme la meilleure option pour les femmes âgées de plus de quarante ans, afin d'éviter tout risque imprévu. Elle a précisé que les femmes de moins de quarante ans ne sont généralement pas concernées par ce type de programme de dépistage précoce, sauf en présence de manifestations évidentes de la maladie ou d'antécédents familiaux (par exemple, si la mère, les tantes ou les sœurs ont été diagnostiquées à un âge jeune), ce qui peut traduire une prédisposition d'ordre génétique. Dans ces situations, a-t-elle expliqué, le dépistage annuel est remplacé par un suivi spécialisé. Enfin, en relevant que des médecins provenant de plusieurs hôpitaux ont participé à cette initiative de sensibilisation, lancée le lundi 28 septembre et poursuivie jusqu'au 30 septembre, hier, elle a cité notamment le docteur AMINA ABDELOUAHAB, médecin sénologue, Pr. Hamida Guendouz, chef d'unité de chirurgie mammaire à l'EPH Djillali Rahmouni, Pr. Keltoum Messahli, chef du service de médecine légale au CHU de Blida, Pr. Nadja Chibane, chef du service de radiologie à l'hôpital de Kouba, Pr. Lounas Benghanem, chef du service de gynécologie obstétrique au CHU Mustapha, Pr. Nourredine Benzidane, chef du service de chirurgie générale à l'hôpital de Kouba, Pr. Fatma Seghier, chef du service d'oncologie médicale à l'hôpital de Sidi Ghiles.

I.H

L'ANSS PLAIDE POUR LE RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION EN AMONT CONTRE LE CANCER

L'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS) a souligné, mercredi dans un communiqué, l'impératif de renforcer l'action en amont dans la prévention et la lutte contre le cancer en Algérie.

À la veille du mois de sensibilisation au cancer du sein (Octobre rose), l'ANSS a relevé que le cancer constitue "un enjeu majeur de santé publique en Algérie", mettant en exergue la nécessité de "consolider une approche globale de lutte, qui doit se fonder, non seulement sur l'amélioration des capacités de prise en charge, mais également sur la prévention, la réduction des facteurs de risque et le dépistage précoce".

À cet égard, l'agence souligne que "41%

des cancers sont évitables", appelant à accorder une attention particulière aux principaux facteurs de risque évitables, notamment la fraction attribuable au tabagisme, à l'obésité, à la sédentarité, aux habitudes alimentaires défavorables ainsi qu'à certains facteurs environnementaux.

Pour l'ANSS, "la politique de prévention doit s'appuyer sur des données scientifiques solides, afin de fournir une information probante à la population et de mener une action coordonnée sur les déterminants de santé".

L'enjeu est d'"agir en amont de l'apparition de la maladie, tout en poursuivant les efforts destinés à améliorer l'accès aux soins et la

qualité du parcours de prise en charge pour les personnes déjà atteintes de cancers", ajoute la même source.

Dans cette perspective, "la prévention, le dépistage précoce et la prise en charge doivent être considérés comme les "composantes complémentaires d'une même politique de santé, dont l'objectif ultime est de réduire l'exposition aux facteurs de risque, de favoriser le diagnostic à des stades précoces et de renforcer durablement la capacité du système national de santé à répondre au défi du cancer", conclut le communiqué.

RS

FOOTBALL ANGLAIS

SECOUÉ PAR UN SCANDALE SIGNÉ ABOU DHABI

L'affaire Manchester City a propulsé les financements rattachés à Abou Dhabi au premier rang de l'un des dossiers les plus retentissants ébranlant le football anglais, une instance indépendante ayant estimé que le club s'était rendu coupable de manquements financiers sérieux pendant les années de sa montée en puissance.

Par Halim Dardar

Après plusieurs années d'examen, la commission indépendante de la Premier League a jugé que le club avait enfreint de manière grave les règlements de la Premier League et de l'UEFA entre les exercices 2009-2010 et 2017-2018, notamment en transmettant des données financières erronées et en masquant aux contrôleurs et aux autorités de tutelle l'état réel de sa trésorerie.

Au centre de ces manquements se trouvaient des accords de parrainage rattachés à Abou Dhabi, décrits comme "fictifs" par la commission, dans le cadre d'un dispositif de financement occulté auquel a pris part "Abu Dhabi United Group" (ADUG), lié au propriétaire émirati du club, Mansour bin Zayed Al Nahyan, afin de gonfler les recettes et de diminuer les charges de plus de 900 millions de livres sterling sur la période en question.

Le quotidien britannique The Guardian a rapporté que Manchester City avait comptabilisé près de 949,94 millions de livres sterling de revenus provenant de sponsors établis à Abou Dhabi sur neuf saisons, alors que ces sponsors



n'avaient réellement versé que 119,25 millions de livres, tandis que l'ADUG avait assumé 830,69 millions de livres, ce qui fait du financement lié à Abou Dhabi un élément central des infractions retenues par la commission.

La chaîne britannique Sky Sports s'est aussi intéressée à ce que l'on appelle le "Fordham Arrangement", que la commission a considéré comme largement une fa-

cade pour l'ADUG, permettant de faire entrer au club des fonds liés à Abou Dhabi tout en dissimulant leur origine véritable, ainsi que de réduire les dépenses inscrites dans ses comptes.

Les conclusions n'ont pas porté uniquement sur le volet financier. La commission a estimé que le club avait entravé l'enquête et a également relevé que certains témoins présentés par Manchester City

avaient délibérément fourni de faux témoignages, jugeant que le club avait manifestement tenté de contourner les règles de la Premier League.

Ces conclusions revêtent une importance particulière, compte tenu de leur lien direct avec la propriété émiratie du club depuis son acquisition par l'Abu Dhabi United Group en 2008.

D'autres sources médiatiques ont mis en lumière l'ampleur de la transformation du club sous cette propriété. L'agence américaine Associated Press (AP) a établi un lien entre l'ascension de Manchester City et des investissements se chiffrant en milliards de dollars associés à la propriété d'Abou Dhabi, plaçant ainsi le modèle financier émirati qui a accompagné l'ascension du club sous une surveillance accrue.

Derrière les titres de Manchester City et son succès mondial se dessine une autre réalité, plus sombre, alors que les fonds émiratis qui ont accompagné l'ascension du club se retrouvent au cœur d'une affaire financière soulevant des soupçons de corruption et plaçant ce succès sous un lourd point d'interrogation.

H.D

AVIRON/ CHAMPIONNATS D'AFRIQUE

L'ALGÉRIE TERMINE À LA TROISIÈME PLACE AVEC UN TOTAL DE 13 MÉDAILLES

Les rameurs algériens ont clôturé, ce mercredi, leur participation aux championnats d'Afrique d'aviron, disputés sur le lac de Tunis, à la troisième place au classement avec une moisson de 13 médailles (3 or, 7 argent et 3 bronze). Au terme des épreuves qui se sont poursuivies durant deux jours, les Algériens ont été devancés par la Tunisie, pays hôte, qui a raflé 19 médailles (10 or, 6 argent et 3 bronze) et l'Egypte, deuxième avec 8 médailles (5 or, 2 argent et 1 bronze). Les championnats d'Afrique ont été précédés par la 17^e édition de la Régate internationale de Tunis, disputée sur le même plan d'eau dimanche dernier.

La Tunisie avait dominé le classement de la Régate internationale avec 30 médailles (15 or, 9 argent et 6 bronze), alors que l'Algérie a terminé à la troisième position avec 4 médailles (2 or et 2 argent).

RS

CYCLISME / JOJ-2026

LES ALGÉRIENS GAGUÈCHE ET BOUSEBAË EN STAGE DE PRÉPARATION AU KENYA

Les jeunes cyclistes algériens Ahmed Ilyès Gaguèche et Hadjer BousebaË se sont envolés mercredi pour le Kenya, où ils doivent effectuer un stage de préparation du 1^{er} au 25 octobre, en prévision des importantes échéances internationales à venir, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAC).

Parmi ces événements, les championnats d'Afrique de la catégorie qui se dérouleront du 20 au 25 octobre, et surtout, les Jeux Olympiques de Jeunesse (JOJ-2026) prévus au mois de novembre prochain à Dakar (Sénégal).

La FAC a mis ce stage à la disposition de ses athlètes pour les aider à augmenter leur potentiel et augmenter par la même occasion leurs chances de performance lors des prochaines échéances officielles.

RS

JO LOS ANGELES 2028

LA FLAMME OLYMPIQUE TRAVERSERÀ LES 50 ETATS AMÉRICAINS

Le relais de la flamme olympique des Jeux de Los Angeles 2028 (LA28) traversera les 50 Etats américains, avec un départ symbolique depuis Atlanta, ville hôte des Jeux olympiques de 1996, a annoncé le Comité international olympique (CIO) mercredi.

Prévu au printemps 2028, le relais débutera après l'allumage de la flamme à Olympie, en Grèce, et son traditionnel passage par le stade panathénaïque d'Athènes, avant son acheminement vers les Etats-Unis.

Atlanta, qui avait accueilli les derniers Jeux olympiques organisés sur le sol américain il y a 30 ans, sera ainsi la première étape du périple de la flamme à travers le pays. Le parcours comprendra des passages par des sites emblématiques ainsi que plusieurs événements culturels et sportifs, avec des célébrations prévues dans certaines villes, selon le CIO.

"Chaque édition des Jeux olympiques commence par une seule flamme. La faire voyager jusqu'à Los Angeles est un honneur et un privilège que nous partagerons avec le pays tout entier", a déclaré Casey Wasserman, président du comité d'organisation de LA28.

Le maire d'Atlanta, Andre Dickens, s'est également félicité du retour de la flamme dans sa ville, soulignant le lien entre l'héritage des Jeux de 1996 et la prochaine édition olympique organisée aux Etats-Unis.

Le parcours complet du relais ainsi que les modalités de sélection des relayeurs seront dévoilés en 2027. Le périple s'achèvera à Los Angeles lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de LA28, a conclu le communiqué du CIO.

RS

VOLLEY-BALL

LE CAP-VERT ACCUEILLE LE CONGRÈS DE LA CAVB DU 1^{ER} AU 5 OCTOBRE

Le Cap-Vert accueillera, du 1^{er} au 5 octobre sur l'île de Sal, le Congrès de la Confédération africaine de volley-ball (CAVB), avec la participation des représentants des 54 fédérations nationales membres de l'instance continentale, a indiqué la CAVB.

Les représentants des fédérations nationales seront appelés à examiner plusieurs dossiers relatifs à l'avenir du volley-ball africain et à arrêter les principales priorités de la prochaine période, ajoute la même source.

A l'ordre du jour figurent notamment, le développement des compétitions des équipes nationales et des clubs, ainsi que les perspectives liées au volley-ball et au beach-volley. Les programmes de développement destinés aux jeunes seront également examinés, selon un communiqué de la CAVB.

Les travaux porteront, par ailleurs, sur le renforcement des capacités des fédérations nationales dans les domaines technique, administratif et marketing, ainsi que sur les moyens de consolider le développement et la

structuration du volley-ball à l'échelle continentale.

Le Congrès permettra aussi aux membres de la CAVB d'échanger sur les principaux enjeux de la discipline et de définir les orientations et priorités de la prochaine phase de développement du volley-ball africain, conclut l'instance sportive africaine.

Pour rappel, la CAVB a organisé deux compétitions majeures cette année, les Championnats d'Afrique des nations seniors dames et messieurs, qualificatifs aux Jeux olympiques Los Angeles-2028 et au Championnat du monde 2027.

La sélection algérienne messieurs avait composé son billet pour le Mondial-2027 prévu en Pologne, après sa brillante victoire face au Maroc 3 sets à 0 (25-19, 25-21, 25-18), en match de classement pour la troisième place du Championnat d'Afrique des nations-2026, vendredi dernier à Tunis.

RS

ACTUALITÉS SPORTIVES

MÉMOIRE DE LA RÉSISTANCE POPULAIRE LE FORUM D'EL MOUDJAHID CÉLÈBRE LE COURAGE ET LA RÉSILIENCE DES HÉROS DE NOTRE PATRIE

Dans le cadre de son rendez-vous de la Mémoire hebdomadaire, le Forum d'El Moudjahid a abrité, hier mercredi 30 septembre 2026, une conférence d'importance historique sous le thème « Les résistances populaires contre l'occupation française ». Organisée en collaboration avec l'association Machaal Ech Chahid, cette rencontre visait à rendre un hommage aux figures emblématiques qui ont façonné la lutte anti-coloniale dans notre pays.

Par Rihab Taleb

L'événement s'est déroulé dans une atmosphère empreinte d'émotion et de ferveur patriotique, marquée par la présence remarquable de familles de martyrs, de représentants du Conseil de la Nation et de l'Assemblée Populaire Nationale.

Les travaux de cette journée de mémoire ont été animés par deux éminents universitaires qui ont apporté un éclairage sur le parcours des grands chefs de la résistance. Le professeur Sofiane Boussif est d'abord intervenu pour retracer le combat héroïque d'Ahmed Bey, le dernier bey de Constantine, en mettant en lumière la ténacité exceptionnelle d'un homme qui a fait face à la machine de guerre coloniale pendant dix-huit longues années. L'intervenant a tenu à redéfinir la notion même d'héroïsme, soulignant que la bravoure ne se résume pas seulement au sacrifice ultime sur le champ de bataille, mais réside tout autant dans la capacité à lutter avec acharnement et à prendre des décisions déchirantes lorsque toutes les issues politiques et militaires se ferment. Le professeur Boussif a également étendu son analyse aux insurrections des Zaatcha et du Sheikh



Amoud, en insistant particulièrement sur le rôle déterminant et le patriotisme de la population touarègue dans le Grand Sud algérien.

Prenant la parole dans la seconde partie de la conférence, le professeur Abdelaziz Boukenna,

ancien recteur de l'Université d'Alger 2, s'est attaché à analyser l'impact stratégique et moral de Lalla Fatma N'Soumer ainsi que l'émir Abdelkader.

À travers un récit captivant, Il a rappelé comment ces figures ont

réussi à mobiliser les populations locales et à structurer une opposition ferme face aux avancées de l'armée française. Les débats qui ont suivi ont permis aux personnalités présentes et au public de réaffirmer l'importance de transmettre ce patrimoine historique aux jeunes générations, afin d'ancrer la mémoire collective et de préserver l'héritage de ceux qui se sont sacrifiés pour la souveraineté et la liberté de la nation. Les organisateurs ont annoncé la tenue de la deuxième partie de ce forum pour le mercredi 4 novembre prochain, un rendez-vous qui s'inscrira au cœur des célébrations du déclenchement de la glorieuse révolution du 1er Novembre 1954. Dans ce même esprit de fidélité à l'histoire, une rencontre commémorative spéciale sera également organisée à l'occasion de la Journée nationale de la diplomatie algérienne, marquant le jour historique où le drapeau de l'Algérie indépendante a été hissé pour la première fois au siège de l'Organisation des Nations Unies le 8 octobre 1962. Cet événement honorerait la mémoire du diplomate Réda Houhou, rendant ainsi hommage à l'action internationale et aux hommes qui ont porté la voix et le combat de la nation algérienne sur la scène mondiale.

R.T

HOMMAGE AUX HÉROS DE LA MÈRE PATRIE

L'histoire de l'Algérie est marquée par le courage exceptionnel d'hommes et de femmes qui se sont levés contre l'occupation française. Dès les premiers jours de la colonisation, ces leaders ont refusé la soumission et ont lutté avec bravoure pour défendre la terre, la liberté et l'honneur du peuple algérien.

L'Émir Abdelkader : Le fondateur et le stratège

Fondateur de l'état algérien moderne, l'Émir Abdelkader a été le premier grand chef de la résistance armée. Pendant plus de quinze ans, il a réussi à rassembler les tribus et à tenir tête aux armées françaises grâce à son intelligence militaire. Connue pour sa grande culture et sa bonté, il a aussi marqué l'histoire par son respect des prisonniers de guerre, devenant un symbole de justice reconnu dans le monde entier.

Ahmed Bey : Le défenseur de Constantine et de l'Est

Dernier bey de Constantine, Ahmed Bey a dirigé une résistance exemplaire dans l'est du pays. Il s'est illustré en repoussant l'armée française lors du premier siège de Constantine en 1836. Après la chute de la ville, il n'a pas abandonné. Ce grand combattant a continué la lutte dans les montagnes des Aurès et le désert pendant dix-huit ans, faisant preuve d'une force et d'une patience admirables.

Lalla Fatma N'Soumer : La voix et le courage du Djurdjura

Dans les montagnes de Kabylie, Lalla Fatma N'Soumer s'est imposée comme une grande figure militaire. Dès son plus jeune âge, elle a mobilisé les habitants et dirigé plusieurs combats importants, notamment la bataille du Haut-Se-

baou où elle a battu les troupes françaises. Son courage face aux généraux coloniaux a montré la place essentielle de la femme algérienne dans le combat pour la liberté.

Cheikh Amoud Ben Mokhtar : Le bouclier du Sahara

Dans le Grand Sud, Cheikh Amoud a été le chef de la résistance des Touaregs contre l'avancée coloniale de 1881 à 1923. Grâce à sa connaissance parfaite du désert et à ses attaques rapides, il a mené une guerre sans relâche pour protéger le Sahara algérien. Son parcours prouve que la résistance s'étendait avec la même force à travers tout le pays.

Ces quatre héros restent un exemple d'union, de courage et de dignité pour toutes les générations.

R.T

SAUVEGARDE ET PROMOTION DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL DES RECOMMANDATIONS POUR RENFORCER LA COOPÉRATION ARABE

Par Malika Azeb

Les travaux de la Conférence internationale sur la promotion des éléments du patrimoine inscrits sur la liste de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, organisée à Alger les 28 et 29 septembre, se sont achevés avec l'adoption d'une série de recommandations visant à renforcer la coopération arabe dans le domaine. Lors de cette rencontre, les participants ont appelé au rapprochement des politiques et des législations arabes relatives à la sauvegarde et à la promotion des éléments du patrimoine arabe inscrits sur les listes de l'UNESCO, comme ils ont plaidé pour le renforcement de la coopération et de l'échange d'expériences sous l'égide de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), tout en proposant l'élaboration d'une stratégie arabe commune pour la promotion des éléments du patrimoine culturel immatériel, à la lumière des recommandations et propositions issues de la Conférence d'Alger. Les participants ont également appelé à recourir aux nouveaux médias aux fins de documentation et de valorisation, ainsi qu'à « la création d'une plateforme arabe commune dédiée au patrimoine vivant, en tenant compte des défis induits par la numérisation dans ce domaine ». Ils ont souligné que le recours aux outils et aux

technologies numériques et aux solutions technologiques intelligentes dans la collecte et l'analyse du patrimoine, ainsi que la création d'une archive numérique interactive, contribuent à faire connaître le patrimoine culturel et à faciliter son accès aux chercheurs et aux personnes qui s'y intéressent. Ils ont également appelé à « renforcer la valorisation économique et sociale du patrimoine et à l'articuler avec le développement durable et le tourisme culturel », à travers plusieurs mécanismes, tels que l'organisation de festivals et d'expositions arabes communs.

La conférence a également proposé « de mettre à profit l'ensemble des données et ressources de terrain collectées lors de l'élaboration des dossiers de candidature arabes, afin de promouvoir davantage les éléments du patrimoine arabe inscrits auprès de l'UNESCO, à travers des publications scientifiques, des films promotionnels et des affiches », ainsi que « de tirer parti de ces éléments inscrits pour sensibiliser davantage au patrimoine immatériel dans son ensemble ».

Après avoir mis en exergue la nécessité d'assurer « la protection des éléments du patrimoine contre toute dénaturation, falsification et exploitation illicite, tout en respectant les spécificités des communautés qui en sont dépositaires, conformément à un code d'éthique à élaborer à cet effet », les participants ont insisté sur l'importance de «

soutenir les centres d'interprétation et les institutions culturelles concernées par le patrimoine vivant dans l'accomplissement de leurs rôles scientifique, éducatif et de promotion ».

Le comité scientifique a également recommandé de « publier les travaux et les recommandations de la conférence dans une édition scientifique indexée et de les mettre à la disposition des chercheurs et des institutions spécialisées », tout en « proposant la possibilité d'ériger cette conférence en tant que manifestation scientifique périodique et permanente organisée en Algérie ».

Les participants ont mis en avant l'importance d'« instituer un prix arabe pour les organisations non gouvernementales (ONG) contribuant à la sauvegarde, à la préservation, à la documentation et à la promotion du patrimoine culturel immatériel », en vue d'encourager les acteurs dans le domaine du patrimoine. La Conférence, organisée par le ministère de la Culture et des Arts, en coordination avec l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), sur la promotion des éléments du patrimoine inscrits sur les listes de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, a été marquée par la participation de représentants de plusieurs pays arabes, ainsi que d'experts et de chercheurs algériens et internationaux.

MA

LA BIEN-PENSANCE

CET ASILE DE L'IGNORANCE (1/2)

« Garder une personne dans l'ignorance, c'est la mettre dans une cage. » Julian Assange

Une nouvelle cantine à prix libre s'est ouverte près de chez moi dans un de ces lieux qui se prétendent inclusifs. Comme j'avais du temps jeudi, je suis allée les aider. Assis à des tables, nous épluchions et coupons légumes et fruits, tout en causant. La conversation n'a pas tardé à porter sur le prix du carburant. J'en connais un rayon sur la question vu que, chaque jour, j'épluche, c'est le cas de le dire, les médias alternatifs.

Par Dominique Muselet
Mondialisation.ca, 29
septembre 2026

En principe, j'attends de voir où j'ai mis les pieds avant de dire ce que je pense, mais là, je ne me suis pas méfiée parce que je connais le lieu et qu'habituellement mes opinions ne me valent, au pire, que le qualificatif amusé d'anarchiste.

Deux hommes blancs (dont l'un m'a dit plus tard qu'il votait pour Macron) se sont mis à accuser l'Iran et la Russie d'être responsables de la crise énergétique en France. J'ai dit poliment qu'il ne fallait pas croire tout ce qu'on racontait à la TV, qui appartenait à des milliardaires ou à l'État inféodé aux milliardaires. Et quand j'ai voulu développer quelques arguments à l'appui de mes dires, le plus jeune des deux s'est écrié : « Conspirationniste !

—Ah voilà, ai-je rétorqué calmement, quand on n'est pas d'accord avec toi, on est conspirationniste. C'est commode... ». Et comme ce filic de la pensée m'avait un peu énervée, au lieu de me taire, j'ai embrayé sur le Covid :

D'ailleurs, ai-je fanfaronné, je ne suis pas vaccinée et la plupart des Gilets jaunes de l'autre cantine non plus ». Il est devenu fou.

« Irrresponsable ! a-t-il hurlé, en agitant furieusement les bras, le covid a fait 100 000 morts ! ». Puis il est parti, en brandissant son éplucheur, se plaindre de moi aux cheffes de la cantine, bientôt suivi du macroniste. Je suis restée avec un jeune noir qui, lui, était d'accord avec moi, mais n'avait pas osé le dire. En apprenant qu'il était citoyen du Burkina Faso, le pays des hommes intègres, je l'ai félicité d'avoir, comme président, l'incroyable Ibrahim Traoré, un homme intelligent, courageux et intègre, dont on peut être fier, à la différence de notre Napoléon d'opérette...

Un peu plus tard, je suis retombée sur le bien-pensant (dans la dissidence, on appelle normies ces conformistes fanatiques, garde-chiourmes du système) et je lui ai dit, pour l'apaiser : « Ne t'inquiètes pas je ne dirai plus rien... Avec les GJ ça ne pose pas de problème, alors... » mais il s'est mis à crier :

« C'est inacceptable et patati et patata...

« T'es vraiment trop c... ! me suis-je exclamée, frustrée que mon repli tactique ne lui suffise pas. Il voulait, de toute évidence, que je capitule sans conditions.

—Tu ne seras plus invitée ici ! m'a-t-il alors menacée,

—Invitée, me suis-je étranglée, je n'ai pas besoin d'être invitée, je vais où je veux ! Tu n'es pas le chef ici ! Pour qui te prends-tu ? » Je l'ai vu reculer sous la salve, l'air surpris. Apparemment il n'a pas l'habitude qu'on lui résiste.

Rentrée chez moi, j'ai cherché sur internet à quoi correspondait les 100 000 morts en question et j'ai trouvé un article du 15 avril 2021 des décodeurs (la police de la pensée) du Monde : Qui sont les 100 000 morts du Covid-19 en France ? L'article ne donnait pas la réponse. Son seul but était probablement d'imprimer ce chiffre rond dans l'esprit des perroquets de la bien-pensance. Mission accomplie apparemment !

L'instinct du troupeau

Le lendemain, je suis tombée sur une vidéo de l'excellent Fabien Bizet, sur son site Kosmos : L'instinct du troupeau – la bien-pensance. J'ai dit merci à la vie, qui nous apporte souvent sur un plateau exactement ce qu'il nous faut et j'ai écouté attentivement le cours de cet ancien professeur de phi-



losophie. Il pose d'entrée la bonne question :

« Quel est selon vous, la meilleure manière de soumettre autrui à sa volonté ? Le contraindre physiquement par la force ou alors lui retourner le cerveau comme une crêpe, afin qu'il vous obéisse au doigt et à l'œil mais sans en avoir conscience ? »

Fabien Bizet note que si les dictatures adoptent généralement la première solution, les démocraties préfèrent la seconde, moins voyante et plus efficace. Comme disait Tocqueville :

« La démocratie laisse le corps et va droit à l'âme ». Pour soumettre les esprits, elles instrumentalisent la morale et culpabilisent la pensée. Ainsi, si vous ne croyez pas que Zelinsky est un saint et que l'Ukraine est le phare de la démocratie, vous êtes dans le camp du mal, et, si vous ne vous repentez pas, vous serez qualifié de déviant et condamné à la mort sociale...

C'est selon l'auteur de la vidéo, ce qu'on appelle la bien-pensance : « Le bien-pensant est sûr d'avoir raison, au nom de sa morale à lui », qui se trouve commodément être celle de la majorité. Son adhésion inconditionnelle à l'idéologie dominante et à ses valeurs, scelle son appartenance au camp du bien, comme autrefois le baptême faisait de nous un enfant de Dieu.

Pour le bien-pensant, penser est dangereux, car « penser, c'est toujours contredire, choquer ; c'est faire usage de sa liberté contre tous les discours moralisateurs. Pourtant, note Fabien Bizet, penser ou faire preuve d'esprit critique, ce n'est pas immoral. La vraie immoralité ce n'est pas de faire preuve d'esprit critique, mais plutôt d'instrumentaliser la morale à des fins politiques (pouvoir et richesse) ».

Notre professeur de philosophie estime que « La bien-pensance est une maladie de la démocratie, car la démocratie repose sur le dissensus. Si toute opposition est rejetée pour des raisons morales, alors on ne discute plus et il n'y a plus de démocratie. Au cœur du sentiment moral, il y a le refus de discuter, d'entendre et de chercher la vérité. Il y a l'idée que la vérité, on la détient déjà. Alors on cesse progressivement de penser, de réfléchir, d'échanger et à terme de tolérer l'opposition, c'est ici la dimension totalitaire de la bien-pensance ».

Autrefois, on rééduquait les mal

pensants dans les camps de concentration qu'ont décrits Soljenitsyne ou Dostoïevski. Aujourd'hui, les déviants sont purement et simplement rayés de la carte.

Le bien-pensant est sûr d'avoir raison, explique Fabien Bizet, parce qu'il confond la vérité avec le nombre. Or ce n'est pas parce qu'une opinion est majoritaire qu'elle est vraie. Mais ce qui est encore plus étonnant, c'est que, bien qu'il ne fasse que répéter, comme 80% des Français, ce qu'il entend dans les médias officiels, il se vit comme « le défenseur d'une cause qu'il croit perdue, bref un héros ».

Comment un tel aveuglement est-il possible ? C'est que le bien-pensant est « pareil à un animal domestique après le dressage. Il se nie lui-même et finalement disparaît dans la masse qui parle à travers lui ».

Ce dressage, que nous avons tous plus ou moins subi, a pour but de détruire en nous toute velléité de penser par nous-même, de nous affirmer, de prendre le moindre risque. Il nous conduit à intérioriser les règles de la moralité publique et à devenir notre propre censeur, c'est ce que Freud appelle le surmoi. Le bien-pensant s'interdit toute pensée, désir ou plaisir qui le détournerait de la vertu. Il Et la vertu, pour lui, c'est de penser et de se comporter comme il faut. Il ne supporte évidemment aucune contradiction, car, remettre en question ses croyances, c'est le remettre en question, lui tout entier. Pulvériser ses idées toutes faites revient à le pulvériser lui-même, ce qu'évidemment il ne peut permettre. C'est pour cela que Socrate a été forcé de boire la cigüe, que Spinoza a été excommunié, que Jason Bourne, alias Matt Damon, est pourchassé par la CIA, après qu'il a pris conscience que cette organisation passée maître dans l'art de la manipulation, l'avait transformé en robot tueur sans qu'il s'en rende compte... Fabien Bizet note finement que le ressentiment est à la base de la bien-pensance. Le wokisme, un avatar de la bien-pensance, appelle cela être éveillé. Le rocher auquel s'accroche le bien-pensant est le NON. Ses valeurs sont des contre-valeurs qui n'existent que par réaction à l'autre. Nietzsche qualifiait cela de morale d'esclave, car le bien-pensant ne peut exister qu'à travers des ennemis dont il est dépendant. C'est pourquoi, sans doute, il a besoin d'en inventer

autant : extrême-droite, complotisme, Covid, antivax, Poutine, islamisme, ennemi intérieur, terrorisme... Sa vertu, son indignation, ne servent qu'à masquer la colère, la frustration, le ressentiment, dont il est pétri.

Cette morale d'esclave, Nietzsche opposait la morale aristocratique de celui qui, libéré de sa haine, vit dans l'affirmation. Pour cela il faut avoir assez de force intérieure pour ne pas craindre de prendre des risques, et en particulier, celui de déplaire.

« Mais ressentiment contre qui ? se demande Fabien Bizet en conclusion. Peu importe, répond-il, ce qui compte n'est pas la cible, mais le ressentiment lui-même ».

Karl Marx et Edward Louis Bernays

Fabien Bizet évacue la réponse à sa propre question, comme un peu plus haut il a éludé la question de l'origine de ce conditionnement. A mon sens, il aurait gagné à évoquer brièvement Marx, qui a parfaitement démontré qu'il manipulait l'opinion publique et pourquoi, et Bernays, le père de la propagande moderne, qui a décrit, sans détour, la méthode qu'il employait avec succès pour faire faire aux gens ce qu'il voulait qu'ils fassent, même si c'est à leurs dépens.

L'origine du ressentiment : la dépendance

Le ressentiment, cette passion triste souvent doublée d'une envie meurtrière, est, à mon sens, le fruit de la dépendance, en l'occurrence, la dépendance à l'opinion publique et au troupeau. Le bien-pensant n'est rien sans le troupeau dont il n'ose pas s'écarter, non seulement parce qu'il a peur des représailles mais parce qu'il ne sait pas se tenir sur ses jambes, ni penser par lui-même. Sans la chaleur et la force du troupeau, il est complètement démuné. Or, comme dit Papartchu Dropaôtt : « On exècre toujours ce dont on dépend, on abhorre toujours ce qui nous domine ». Le bien-pensant hait le troupeau dont il ne peut pas se passer et il se hait de ne pas pouvoir s'en passer. Mais comme il n'a aucune conscience ni de sa haine, ni de sa dépendance, ni de sa volonté de domination, il ne peut pas s'en libérer. Il ne lui reste plus qu'à jouer à la victime vertueuse de monstres imaginaires...

D.M (à suivre...)

LE
F
E
N
E
R
E
T
E
N

Escales sur le Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

CHEIKH HSISSSEN, MAÎTRE DU CHAÂBI, DE DRAÂ EL MIZAN À LA CASBAH D'ALGER

En un laps de temps, il s'imposa dans la sphère musicale du chaâbi et il a vite arraché une place de choix parmi les meilleurs ténors.

Cheikh Hsissen fait partie des maîtres de la chanson populaire algéroise, chaâbie, et qui ont presque tous, comme point commun la casbah d'Alger, qui est, faut-il le rappeler, un véritable vivier de ce genre musical exigeant et authentique. Bien que moins connu qu'El Anka, El Ankis, Ezzahi, Guerouabi, par les nouvelles générations de mélomanes et des mordus du chaâbi, Cheikh Hsissen est, pourtant, un ténor. Incontestablement. Tout comme le Cardinal Cheikh El Hadj Mhamed El Anka et aussi Boudjemaâ El Ankis, Cheikh Hsissen a chanté aussi bien en langue arabe qu'en langue amazighe (kabyle). Cheikh Hsissen était à la fois auteur et compositeur, également. À l'instar d'une partie des chanteurs du genre chaâbi de l'ancienne époque, il a opté pour un nom d'artiste car à l'époque, comme tout le monde le sait, chanter était encore tabou et loin d'être une chose facilement admise dans la société.

L'artiste ne devait donc pas engager toute sa famille dans son choix sur la voix de la chanson. Ce qui fit Cheikh Hsissen dont le véritable nom est: Ahcène Larbi. Originaire de la commune de Aïn Zaoui, près de Drââ El Mizan, à une cinquantaine de kilomètres au sud de la ville de Tizi Ouzou, Cheikh Hsissen, fait partie de la catégorie d'artistes ayant vu le jour et ayant vécu dans la casbah d'Alger. C'est dans ce quartier populaire algérois, ayant vu naître et grandir El Anka, El Ankis, Mrizek, Rouiched et tant d'autres hommes de culture que naquit Cheikh Hsissen un certain 8 décembre 1929.

Hsissen y a vécu une enfance très difficile, à cause de la pauvreté et de l'injustice du colonialisme français.

Les conditions de vie difficiles qu'il a eu à affronter dans son enfance ont, toutefois, forgé en lui une forte personnalité. Il a, d'ailleurs, été contraint d'abandonner ses études car sa famille n'ayant pas les moyens de le scolariser ni de subvenir à ses besoins. Il fallait qu'il travaille alors qu'il était encore mineur. Mais il parvint malgré tout à atteindre le CEP (Certificat d'études primaires), ce qui n'était pas rien à l'époque. Il était donc adolescent et il travaillait



comme un adulte durant toute la journée. C'est pendant cette période que son talent d'artiste s'éveilla. Il commença alors à titiller quelques instruments de musique dont l'inévitable mandoline quand il s'agit de chaâbi. Il en devint virtuose très rapidement tant il était doué et passionné de musique.

Quand le maître Cheikh Missoum le vit pour la première fois jouer magistralement de l'instrument mandole, il a été tout simplement émerveillé. Cheikh Hsissen, qui n'avait que 15 ans, capta son attention. Cheikh Hsissen fut donc admis, naturellement, dans la troupe de Cheikh Missoum.

Une immense aubaine, car il pouvait aiguïser énormément ses capacités artistiques en compagnie de la crème des artistes de ce style, à l'époque. Cheikh Hsissen apprit donc vite et bien les rudiments de la musique chaâbie. En plus de ses capacités à manier à la perfection le mandole, Cheikh Hsissen était également

doté de la voix qu'il fallait, mais aussi d'une très bonne mémoire indispensable dans la chanson chaâbie, faut-il le rappeler.

Le cap est vite franchi par Cheikh Hsissen qui passa du stade de musicien dans la troupe de Cheikh Missoum à celui d'interprète de talent ayant écumé les fêtes de la Casbah durant plusieurs années.

En un laps de temps, il s'imposa dans la sphère musicale du chaâbi et a vite arraché une place de choix parmi les meilleurs ténors de l'époque. En plus d'être un interprète hors-pair, Cheikh Hsissen composait et écrivait des chansons aussi bien en kabyle qu'en arabe. Il est l'auteur des célèbres titres en langue amazighe «Attir el qefs» et «Refdegh talvalizt», reprises plus tard par de nombreux chanteurs de la nouvelle génération. En arabe aussi, il a composé, entre autres, «Ettir ghabli», «Nhar el djemaâ», des chefs-d'œuvre immortels. Cheikh Hsissen a aussi animé plusieurs spectacles en

France dans les années 50.

Son succès auprès des émigrés fut immense. Il fit partie de la troupe du Front de Libération nationale (FLN) dès 1958.

Malheureusement, Cheikh Hsissen ne tarda pas à être happé par une méchante maladie durant la même année au même moment où il faisait des tournées pour sensibiliser sur la Révolution nationale. C'est durant la même année qu'il quitta ce monde. Il a été enterré à Tunis après sa mort à l'âge de 29 ans. C'était en septembre 1959. Sa dépouille a été rapatriée le 29 septembre 2012 pour être inhumée au cimetière d'El Kettar, à Alger.

Aujourd'hui, on ne peut pas parler de la chanson chaâbie sans citer le nom de Cheikh Hsissen, qui l'a marquée avec des lettres d'or.

Aomar MOHELLEBI

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 29 septembre 2026

L'OISEAU QUI NE CHANTE QU'UNE FOIS

Selon une légende, il est un oiseau qui ne chante qu'une seule fois de toute sa vie, plus suavement que n'importe quelle autre créature qui soit sur terre. Dès l'instant où il quitte le nid, il part à la recherche d'un arbre aux rameaux épineux et ne connaît aucun repos avant de l'avoir trouvé. Puis, tout en chantant à travers les branches sauvages, il s'empale sur l'épine la plus longue, la plus acérée. Et, en mourant, il s'élève au-dessus de son agonie dans un chant qui surpasse celui de l'alouette et du rossignol. Un chant suprême !

« Vous avez cherché l'Autre en cheminant longtemps. Vous ne voyez pourtant que vous, rien que vous ! »

C'est que l'objet de la quête n'est pas en dehors de vous, il est en vous. Simorgh demeure invisible pour les yeux, indicible par la parole, inaudible à l'ouïe. Il ne vous reste qu'à plonger dans le feu de sa Présence et disparaître. De cet état, personne n'est revenu.

Comment en faire alors le récit ? s'interroge 'Attâr.

Homme, la saison de ta migration n'est pas encore venue; attends que le vent se lève, alors tu déploieras ton vol vers ces régions inconnues que ton cœur demande. Rejoins ceux



qui cherchent à répondre à l'appel, dans la simplicité d'un cœur débordant d'amour.

Tantôt j'aurais voulu être un de ces guerriers errant au milieu des vents et des nuages; tantôt j'enviais jusqu'au sort du bois que je voyais réchauffer par le feu. Une feuille séchée que le vent chassait devant moi, murmurait : << Arbres, herbes, oiseaux, terre, air, lumière, témoignent de l'amour de Dieu, tout prie, tout chante gloire à Dieu. Souvent j'ai suivi des yeux les oiseaux de passage qui volaient au-dessus de ma tête; j'aurais voulu être sur leurs ailes, pour rejoindre en silence cet Amour qui manque à tout amour. Le chant c'est l'amour. L'amour c'est un fleuve. Il s'enfonce dans la terre, la nourrit. Il poursuit son cours, il apparaît ici ou là, invincible, inaltérable. C'est pour écouter le chant si pur, que j'aurais voulu être sur leurs ailes, afin d'entendre chanter le vent qui passe, la rose qui brûle incendiée par l'Amour. >>

« Le remède à la souffrance se trouve dans la souffrance... »

(Rûmî)

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 29 septembre 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:14	12:40	16:02	18:41	19:59

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA PRÉSIDE UNE RÉUNION DE TRAVAIL AVEC LES CADRES ET PERSONNELS DE LA DIRECTION DU SERVICE SOCIAL DU MDN

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, a présidé, mercredi au Cercle national de l'Armée à Béni-Messous (Alger), une réunion de travail avec les cadres et personnels de la Direction du service social du ministère de la Défense nationale (MDN), indique un communiqué du ministère.

À l'entame, et après la cérémonie d'accueil, donnée par le Directeur du service social par intérim, le Général d'Armée Saïd Chanegriha a prononcé une allocution d'orientation, qui a été suivie via visioconférence par les cadres et les personnels de la Direction, déployés au niveau de ses structures à travers les six Régions militaires, lors de laquelle il a souligné que la prise en charge sociale multiformes des personnels constitue "un investissement stratégique dans la ressource humaine, qui forme la colonne vertébrale de l'institution militaire".

"Cette rencontre que je tiens aujourd'hui avec vous, cadres et personnels de la Direction du service social, s'inscrit dans le cadre de l'approche communicationnelle que j'adopte avec les différentes composantes de l'Armée nationale populaire, afin de vous donner une série d'instructions et d'orientations, portant globalement sur l'importance d'améliorer la performance de cette importante Direction et de hisser la prise en charge sociale de nos personnels aux niveaux escomptés", a-t-il déclaré.

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a relevé que "la disponibilité du militaire et ses aptitudes au combat sont étroitement liées à ses conditions sociales et de vie", tout en ajoutant "lorsque le combattant se sent entouré d'attention et de prise en charge, ce sentiment se transforme en



une motivation pour consentir davantage d'efforts dévoués dans l'accomplissement de ses missions de préparation et de combat, quelle qu'en soit la difficulté". "Dès lors, la prise en charge sociale sous ses multiples formes, à savoir le logement, la couverture médicale et les structures d'accueil offrant des prestations de qualité, ne constitue plus un service secondaire, mais s'impose comme un investissement stra-

tégique dans la ressource humaine, qui forme la colonne vertébrale de notre institution militaire", a poursuivi le Général d'Armée Saïd Chanegriha. Il a souligné, à l'occasion, que les réalisations accomplies sur le plan social au sein de l'ANP "témoignent de la détermination du Haut Commandement à atteindre les objectifs escomptés dans ce secteur vital".

"À cet égard, il convient de réaffirmer

que les réalisations concrétisées sur le terrain, au cours des dernières années, au niveau du secteur des prestations sociales, témoignent de notre ferme détermination au sein de l'ANP, sous la supervision de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale à atteindre les objectifs escomptés dans ce domaine, notamment en matière de réalisation de plusieurs infrastructures sociales modernes, en sus d'une ressource humaine spécialisée et qualifiée, pour gérer ces infrastructures selon les normes en vigueur, car toute infrastructure, aussi moderne soit-elle, ne saurait remplir pleinement son rôle qu'à travers une ressource humaine compétente et dévouée", a-t-il souligné.

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a ensuite suivi un exposé présenté par le Directeur du service social par intérim, portant sur l'état d'avancement du plan de développement de la Direction, ainsi qu'un état des lieux sur les futurs projets au niveau des structures sociales de l'ANP.

À l'issue, il a écouté les interventions des cadres du service social, avant de leur donner des instructions et des orientations portant, essentiellement, sur "la nécessité d'améliorer les prestations et les méthodes de travail, en vue de promouvoir la qualité de la prise en charge sociale des personnels", conclut le communiqué du MDN.

RA

COMMUNIQUÉ DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FORÊTS

LA SAISON DE CHASSE 2026-2027 OFFICIELLEMENT OUVERTE LE 10 OCTOBRE PROCHAIN

La Direction générale des Forêts (DGF) a annoncé mercredi dans un communiqué, l'ouverture officielle, le 10 octobre prochain, de la saison de chasse 2026-2027, soulignant l'importance d'exercer cette activité dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, et à ancrer des pratiques de chasse responsables et durables.

"Dans le cadre de l'organisation de l'exercice de la chasse, et en vertu des dis-

positions de la loi n 04-07 du 14 août 2004 relative à la chasse, la Direction générale des Forêts annonce l'ouverture de la saison de chasse 2026-2027, à compter du samedi 10 octobre 2026, conformément au plan de chasse approuvé pour chaque wilaya", précise-t-on de même source. La DGF a, dans ce cadre, insisté sur l'obligation d'exercer cette activité dans "le strict respect" des dispositions législatives et réglementaires, notamment en ce qui

concerne les territoires définis dans le plan de chasse, à l'exclusion totale des territoires touchés par les incendies, et, ce en application de l'article 32 de la loi relative à la chasse.

Elle a aussi rappelé l'importance du respect des dispositions de cette loi en ce qui concerne les espèces chassables et les périodes de chasse autorisées ainsi que les quotas de prélèvement fixés dans le plan de chasse.

Dans ce contexte, "tous les acteurs concernés sont appelés à prendre les mesures nécessaires découlant du lancement de la saison de chasse. De même, tous les chasseurs sont invités à contribuer activement à la protection de la faune sauvage et à ancrer des pratiques de chasse responsables et durables", a indiqué la DGF.

RA

CRISE EN FRANCE

LA CONTESTATION SE PROLONGE SUR FOND DE GRAVES TENSIONS SOCIALES

La contestation sociale se poursuit en France au lendemain d'une journée nationale de grève et de manifestations dans la fonction publique, alors que de nouvelles mobilisations sont annoncées dans les prochains jours, sur fond de revendications liées aux salaires, à la dégradation du pouvoir d'achat et aux conditions de travail, ainsi qu'aux moyens accordés aux services publics, laissant des politiques redouter les pires scénarios pour l'avenir du pays.

Près de 170 rassemblements ont eu lieu mardi à travers le pays, à l'appel des huit organisations syndicales représentatives de la fonction publique. La Confédération générale du travail (CGT) a revendiqué plus de 300.000 manifestants, dont 30.000 dans la capitale, parmi lesquels 8.000 pompiers. Au-delà de la fonction publique, plusieurs catégories de la population sont appelées à poursuivre ou à rejoindre la forte mobilisation. L'Union syndicale lycéenne (USL) et l'Union étudiante ont ainsi appelé à des blocages dans les lycées et les universités jeudi 1er octo-

bre et à une manifestation de la jeunesse le 6 octobre.

Cette mobilisation intervient dans un contexte marqué par des revendications concernant notamment les conditions d'étude, les moyens des établissements scolaires et universitaires et, plus largement, les conditions de vie et d'accès aux services publics. Sur le front syndical, la CGT a également annoncé plusieurs rendez-vous de mobilisation dans les prochaines semaines, avec notamment une journée de manifestations féministes le 5 octobre, une grève dans le secteur de l'énergie le 6 octobre, une grève des salariés du groupe "Total" le 8 octobre et une mobilisation des retraités le 14 octobre contre le gel des pensions. La Confédération générale du travail a par ailleurs donné 48 heures au gouvernement pour revoir ses orientations budgétaires, à la veille de la présentation du projet de budget pour 2027.

La multiplication de ces appels à la grève et aux manifestations traduit la persistance de revendications sociales dans plusieurs secteurs, alors que les organisations

mobilisées contestent notamment les mesures envisagées en matière de salaires, de pensions et de financement des services publics.

La présentation du projet de budget pour 2027, prévue jeudi, intervient ainsi dans un climat d'inquiétude sociale marqué par la poursuite de la mobilisation lycéenne et étudiante, et par l'annonce de nouvelles actions syndicales au cours des prochaines semaines. Cette tension intervient à la veille de l'examen du projet de budget pour 2027 comprenant une série de mesures drastiques donnant lieu à des critiques de plus en plus vives de plusieurs responsables politiques à l'égard des choix économiques adoptés ces dernières années.

Le débat est de plus en plus tendu, notamment sur la trajectoire économique de la France, le niveau de la dépense publique, la fiscalité et la soutenabilité de la dette, laissant certains politiques redouter les pires scénarios pour l'avenir du pays.

RA